

# éduquer

tribune laïque n° 170 mai 2022

Publication de la Ligue de l'Enseignement et de  
l'Éducation permanente asbl

## DOSSIER

### Jeunes sans-logement: une histoire de liens fragiles

#### actualité

Sexisme et  
harcèlement dans  
l'enseignement  
supérieur: il faut des  
actions!

#### sciences

La vie est-elle un  
miracle?

#### à la Ligue

Le projet PACTE



# Sommaire

## Focus

**Les coups de cœur de la Ligue** p 4

## Coup de crayon sur l'actu

**Après deux ans de Covid, le retour des Fancy-fairs dans les écoles** p 6

## Actualité

**Sexisme et harcèlement dans l'enseignement supérieur: il faut des actions!** p 7

## Dossier JEUNES SANS-LOGEMENT: UNE HISTOIRE DE LIENS FRAGILES

**L'errance chez les jeunes: une désaffiliation à géométrie variable** p 14

**Au quotidien: comment survivre à l'errance?** p 16

**Les filles mineures en errance, un sujet encore peu étudié en Belgique** p 19

**Leur place n'est pas à la rue!** p 22

## À la Ligue

**Le projet PACTE** p 25

## Sciences

**La vie est-elle un miracle?** p 26

## Couverture

Dans le cadre de ce dossier sur les jeunes en errance, **Annabelle Locks** et **Axelle Pisuto** ont rencontré des jeunes soutenus par l'asbl Abaka dont **Jason** et **Émilie**. Sur la couverture de la revue, Jason a proposé à Émilie de s'associer pour la photo. Ce sont leurs chaînes. Jason propose spontanément cette disposition des mains: à gauche, la main d'Émilie, à droite, la sienne.



## éduquer

est édité par



de l'Enseignement et de l'Éducation permanente asbl

Rue de la Fontaine, 2  
1000 Bruxelles

Éditeur responsable  
Roland Perceval

Direction  
Patrick Hullebroeck

Responsable de la revue  
Juliette Bossé

Mise en page  
Éric Vandenheede

Réalisation  
mmteam sprl

Ont également collaboré  
à ce numéro:

Patrick Hullebroeck  
Marie Versele  
Flora Mercié  
Annabelle Locks  
Axelle Pisuto  
Juliette Bossé  
Océane Déruwé  
François Chamaroux,  
Valentine Laffitte

# In memoriam

Nous avons appris le décès de Pol Defosse, survenu ce 20 avril 2022. Né à Morlanwelz en 1938, Pol Defosse était titulaire d'une licence en Histoire obtenue en 1961 et d'un doctorat en Histoire de l'Art et Archéologie de l'Université libre de Bruxelles. Il a enseigné l'histoire à l'Athénée royal de Jette et à l'École normale de Nivelles ainsi qu'à l'ULB où il s'occupa de l'agrégation. En tant qu'archéologue, Pol Defosse a dirigé plusieurs chantiers de fouilles en Belgique.

En tant qu'historien, Pol Defosse s'est aussi consacré à l'histoire de la laïcité et de l'enseignement. C'est à ce titre qu'il a collaboré de nombreuses fois à notre revue *Éduquer*. On lui doit également le «Dictionnaire historique de la Laïcité» publié aux *Éditions Luc Pire* en 2005, un ouvrage qu'il avait dirigé, et une histoire du cours de philosophie et de citoyenneté publié aux *Éditions Memogrames* en 2018. En 2019, il avait publié dans la collection *Études* de la Ligue une recherche intitulée «Les flux migratoires en Belgique aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles».

Avec la disparition de Pol, nous perdons un précieux collaborateur, dont l'indépendance d'esprit et le regard critique, venait toujours nourrir notre réflexion. Nous adressons nos plus sincères condoléances à sa famille et à ses proches.

Patrick Hullebroeck



## Nous sommes heureux·ses de vous présenter notre nouveau Cahier des formations printemps-été 2022



Vous désirez acquérir de nouvelles compétences, vous souhaitez renforcer vos talents relationnels et développer votre capacité d'action collective ou de travail en équipe, vous outiller pour contribuer à la vie associative?

Nos formations sont faites pour vous accompagner dans votre développement personnel!

La Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente organise toute l'année des formations en ligne, en présentiel, de courte ou longue durée dans le management associatif, la communication, l'animation socioculturelle, le bien-être et le développement personnel pour les acteurs et actrices du non marchand ainsi que des stages résidentiels d'été.

Retrouvez notre équipe de formatrices et formateurs ainsi que notre programme de formations sur:

[www.ligue-enseignement.be](http://www.ligue-enseignement.be)

## «Mitigation of Climate Change»

Le 3<sup>e</sup> volume du 6<sup>e</sup> rapport du GIEC, consacré à l'atténuation du changement climatique, a été publié le 4 avril 2022 dans une indifférence quasi générale.

Le rapport a pourtant une finalité pratique.

Il dresse un état des lieux sur les émissions de gaz à effet de serre. Celles-ci continuent à augmenter mais le rythme de l'augmentation ralentit.

Il évalue l'impact des mesures déjà adoptées et montre qu'elles demeurent insuffisantes.

Surtout, le rapport fait l'inventaire des solutions concrètes qui peuvent inspirer les choix politiques à l'avenir.

Comment dès lors expliquer cette indifférence ou cette apathie des décideur-ses politiques et de l'opinion publique que même la «jeunesse pour le climat» ne semble pas pouvoir secouer? Serait-ce dû au covid, au risque de crise économique ou à la guerre en Ukraine?

Sans doute la santé humaine, comme le bien-être des populations ou l'état de la planète peuvent-ils être considérés de différentes manières.

Ils peuvent n'être qu'un aspect ou un instrument mis au service de la volonté de puissance et des intérêts géopolitiques. C'est ce point de vue qui semble prédominer aujourd'hui: la pandémie, les risques de famine ou de crise énergétique ne semblent guère plus que des facteurs dont les grandes puissances usent au bénéfice de leurs objectifs stratégiques.

Mais l'ordre des priorités peut s'inverser. Et la santé, la vie, la planète, loin de n'être que des moyens dont on use, peuvent devenir des fins ou des enjeux qui commandent de façon décisive les choix politiques et auxquels les impératifs stratégiques sont subordonnés.

On peut rêver.

Ou s'agit-il de raison garder? En entretenant notre foi en la capacité des êtres humains et des sociétés à améliorer leurs conditions d'existence?

Patrick Hullebroeck,  
directeur

## Citation

«Tout le monde parle de paix, mais personne n'éduque à la paix. On éduque pour la compétition, et la compétition marque le début de toutes les guerres. Quand on éduquera pour la coopération et pour nous offrir les uns les autres de la solidarité, ce jour-là alors on éduquera à la paix.»

Maria Montessori

## Le saviez-vous?

### Qu'est-ce que le «wokisme»?

Dérivé du verbe anglais «wake» (réveiller), le wokisme désigne le fait d'être éveillé face aux discriminations ethniques, sexuelles, sociales ou religieuses. Le terme trouverait ses origines aux États-Unis à la fin du 20<sup>e</sup> siècle au sein du mouvement pour l'accès des Noirs aux droits civiques. Martin Luther King rappelait alors aux étudiant-es de rester «éveillé-es» et à «être une génération engagée». Le terme sera récupéré en 2014 suite au meurtre de Michael Brown, un jeune Afro-américain de 18 ans non armé, par la police qui génèrera une vague de contestation dénonçant le racisme «systémique» des États-Unis envers les Noirs.

Initialement positif, le terme est progressivement devenu péjoratif et utilisé, au départ par les mouvements d'extrême droite puis par une partie du monde politique, pour stigmatiser et dénigrer les personnes dites «progressistes». D'après ses détracteur-trices, le «wokisme» caractériserait une rhétorique radicale, insufflant un projet de société basé sur la culture dite de l'annulation («cancel culture») ne faisant que perpétuer les inégalités sociales et donc contre-productif dans la lutte contre les discriminations.

Les «wokistes» sont avant tout des défenseur-ses de la diversité et de la spécificité de l'être humain, pour qui tous les individus ne sont pas identiques mais tout le monde est égal. Chaque être étant spécifique et devant jouir d'une liberté propre, la culture woke irait alors à l'encontre même du concept d'une universalité des droits humains et des valeurs d'universalité des Lumières, bases de nos cultures occidentales. Pourtant, les concepts d'universalité et de spécificité ne peuvent-ils pas s'entendre pour un monde plus égalitaire?

Sources:

<https://start.lesechos.fr/societe/culture-tendances/wokisme-mode-demploi-pour-tout-comprendre-1388940>

[www.letemps.ch/opinions/wokisme-detruit-lutte-contre-discriminations](http://www.letemps.ch/opinions/wokisme-detruit-lutte-contre-discriminations)



## Littérature

### «Ce qui vient après» de JoAnne Tompkins

«Elle se demanda si c'était ça, être mère. Souffrir pour une vie qui n'était pas la sienne, brûler d'amour pour un enfant qui pouvait, sans la moindre action de sa part à elle, disparaître totalement de son champ de vision.»

Tout commence par un double drame: l'assassinat de Daniel par son meilleur ami Jonah qui se suicidera 8 jours plus tard. Comment accepter cette tragédie? Reste les parents. Des familles asphyxiées de douleur. Isaac traverse seul le deuil de son fils Daniel, tandis que Lorrie, mère de Jonah, ne trouve aucune explication au geste meurtrier de son fils. Tout s'éclaircira avec l'apparition soudaine d'une jeune sans-abri enceinte: Évangeline. Ayant croisé la route des deux garçons quelques jours avant leur mort, l'adolescente leur permettra de comprendre l'acte de Jonah, mais aussi de surmonter leur chagrin pour se reconstruire et continuer à vivre, malgré tout.

Abordant avec délicatesse la question du deuil, de la résilience mais aussi la pluralité de la notion de famille et de la parentalité, JoAnne Tompkins offre un livre lumineux et rempli d'espoir en un avenir possible après le deuil.

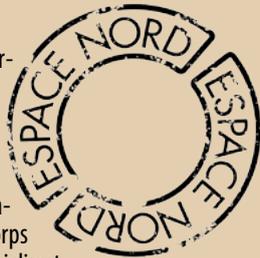


## Ressources

### La collection Espace Nord

La collection Espace Nord, appartenant à la Fédération Wallonie-Bruxelles, rassemble plus de 300 titres du patrimoine littéraire francophone belge. Le site de la collection propose un espace pédagogique riche à destination du corps enseignant. Conçu comme un appui direct au travail des enseignant-es qui souhaitent faire découvrir les auteurs belges en classe de français, cet espace propose 4 catégories de ressources: des publications, des cours en kit, des formations professionnelles et des dépliants. Tous ces documents sont téléchargeables gratuitement en format PDF ou JPEG.

Plus d'infos: [www.espacenord.com](http://www.espacenord.com)



## Internet

### welcome.ecoledevoirs.be

Nouveau site de la Fédération francophone des Écoles de Devoirs, [welcome.ecoledevoirs.be](http://welcome.ecoledevoirs.be) a pour vocation de rassembler des outils et ressources pour l'accueil d'enfants maîtrisant peu ou pas du tout le français dans les Écoles de Devoirs. Afin de répondre à l'urgence du contexte actuel, et en réponse aux nombreuses demandes, le site recense prioritairement des outils destinés aux enfants et jeunes ukrainiens. À long terme, le site proposera un plus large panel de ressources destinées à l'accueil des enfants issus de l'immigration.

Plus d'infos: <https://welcome.ecolededevoirs.be>



## Campagne

### Stop harcèlement

La campagne d'affiches «Stop harcèlement» a pour objectif de changer le regard sur les personnes touchées par le harcèlement et d'accompagner victimes, témoins et harceleur-euses à retrouver leur pouvoir de changement. Pour ce faire, la campagne rappelle certains droits fondamentaux comme le droit d'avoir une pensée propre, le droit à la différence, le droit d'évoluer malgré les difficultés.

Chaque établissement scolaire qui en fait la demande peut disposer gratuitement de 15 affiches et 150 flyers de sensibilisation ainsi qu'une feuille de route «boîte à idées» pour nourrir les activités menées en classe (ateliers paroles, ateliers dessins, ateliers d'écriture...).

Plus d'infos: [www.stopharcèlement.eu](http://www.stopharcèlement.eu)



# Stop harcèlement

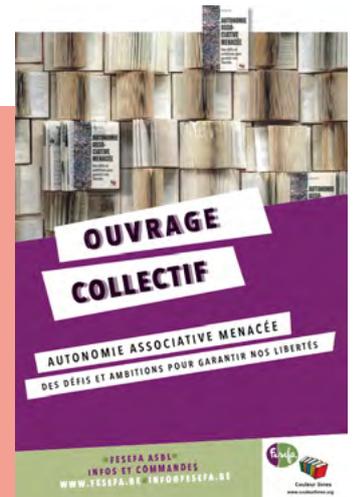
## Ouvrage collectif

### «Autonomie associative menacée. Des défis et ambitions pour garantir nos libertés», ouvrage collectif de la Fesefa

Au lendemain du centenaire de la loi du 27 juin 1921 sur les ASBL, la FESEFA (Fédération des Employeurs des Secteurs de l'Éducation permanente et de la Formation des Adultes) propose un ouvrage collectif consacré à l'autonomie associative. L'ouvrage permet de réaffirmer l'importance de la relation État/citoyen-nes et de la liberté organisationnelle associative, afin d'organiser des services collectifs appropriés aux besoins des groupes et individus, notamment dans l'exercice de leurs droits.

Le livre propose une approche historico-critique, des analyses de terrain, des témoignages diversifiés d'associations, ainsi que des apports académiques et s'adresse à celles et ceux qui s'investissent dans le secteur associatif, aux pouvoirs publics et à la société civile dans son ensemble. En tant qu'association membre de la FESEFA, vous bénéficiez d'un exemplaire gratuit de l'ouvrage.

Plus d'infos: [www.fesefa.be/ouvrage-collectif](http://www.fesefa.be/ouvrage-collectif)



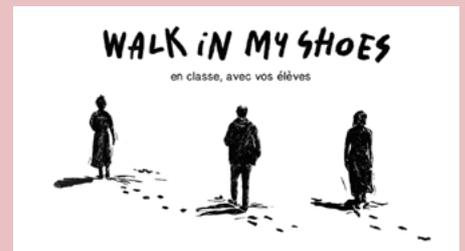
## Jeu

### «Walk in My Shoes»

Développé par la Commission Justice et Paix, le jeu numérique «Walk in My Shoes» propose de mieux cerner les enjeux de la migration à travers des récits interactifs basés sur des histoires vécues par des réfugié-es. Le jeu nous plonge dans l'histoire de trois personnages: Hassan (Syrie), Sifa (République démocratique du Congo) ou Senait (Érythrée).

Chaque joueur-euse est invité-e à choisir un personnage, à se mettre «dans ses chaussures» et à être confronté-e aux choix difficiles à faire en tant que réfugié-e. À destination des adolescent-es, l'objectif du jeu est de comprendre la complexité des choix et réalités migratoires, stimuler l'empathie et contrer la polarisation. Prolongé par un dossier pédagogique (disponible sur le site [www.justicepaix.be/walk-in-my-shoes/](http://www.justicepaix.be/walk-in-my-shoes/)), cet outil permettra aux enseignant-es d'aborder de manière innovante et immersive des thèmes tels que les conflits et la violence, la migration et le vivre ensemble.

Plus d'infos: <https://walk-in-my-shoes.be>



## Internet

### La cinémathèque de la FWB

La Cinémathèque de la Fédération Wallonie-Bruxelles se dote d'un nouveau site internet! Plus moderne et proposant un système de recherche simplifié, le site est désormais adapté à tous les supports de lecture (mobile, tablette, PC).

Destiné essentiellement au secteur de l'enseignement, aux instituts de recherche et aux opérateurs culturels ou d'éducation permanente, le site vous propose divers services éducatifs précieux tels que la possibilité d'emprunter gratuitement des films dans son répertoire, le téléchargement de fiches pédagogiques, un accès en ligne à une collection numérisée de films et documentaires produits par la Cinémathèque...

Plus d'infos: <https://cinematheque.cfwb.be>





Après deux ans de Covid, le retour des fancy-fairs dans les écoles.

## Sexisme et harcèlement dans l'enseignement supérieur: il faut des actions!

Un basculement s'est opéré, impossible à ignorer: les voix qui dénonçaient le sexisme et le harcèlement vécus dans l'enseignement supérieur ont trouvé écho dans la presse, les témoignages se sont accumulés sur les réseaux sociaux, les JT en ont fait des sujets, les podcasts initiés par les étudiant-es circulent de plus en plus. Les établissements, dont la réputation est si précieuse qu'elle justifiait parfois l'opacité, tiennent désormais un positionnement clair et net sur le sujet des violences de genre.



### Coup de crayon sur l'actu

**Valentine Laffitte** dessine par collage de papiers colorés et joue à créer des histoires en composant matières, formes et textures.

Elle collabore avec la maison d'édition belge *Versant Sud Jeunesse* qui publie ses premiers livres «Petite peur bleue» (2017), «Aux quatre coins du monde» (2020) et «Grandir» (2022). Elle réalise également des commandes pour la presse ainsi que pour des revues.

[www.valentinelaffitte.com](http://www.valentinelaffitte.com)



En juin 2019, la presse belge relayait les mécontentements d'étudiant-es universitaires, à propos de pratiques perçues comme «répandues» au sein de leurs institutions d'enseignement. Elles recensaient un spectre de comportements abusifs allant de l'intimidation, du sexisme, du racisme, du harcèlement moral et sexuel, du cyberharcèlement à des violences physiques et sexuelles. La Fédération des Étudiants Francophones publiait en juillet un rapport affirmant que l'ensemble des institutions était concerné par ces pratiques de harcèlement. Elle y constatait les lacunes de leur prise en charge, notamment dans le cas des professeur-es abusif-ves, échappant globalement aux contrôles et aux sanctions.

Par voie de presse à nouveau, des problèmes de sexisme et d'abus étaient signalés au sein de plusieurs écoles supérieures artistiques dans le courant de l'année 2020. Décrits comme les conséquences d'une «culture propice aux abus», ces faits étaient, d'après les témoignages, minimisés en vue de protéger la réputation des établissements. Mais les langues n'arrêteront pas de se délier, ainsi la variété des situations d'abus rencontrées par les étudiant-es ne finit pas de s'étayer. En mars 2021, les hashtags #balancetonfolklore ou #folklorecomplice mettent en lumière les violences spécifiques perpétrées entre étudiant-es sur les campus. Ce mouvement dénonce la culture

du viol qui sévit au sein des communautés folkloriques estudiantines: les faits de harcèlement moral ou sexuel, de même que les agressions, y sont banalisés et minimisés, suivant une dynamique bien connue de silenciation et de protection entre pairs. En 2022, deux tribunes issues du monde académique reviennent sur des faits de harcèlement et de sexisme concernant les étudiant-es et les membres du personnel à l'université.

### Dispositifs trop peu nombreux, et peu coordonnés

Actuellement, très peu de chiffres et d'études sont disponibles en Belgique sur ce sujet. Les témoignages par voie de presse, les rapports indépendants issus du milieu étudiant ou associatif, ou encore la mobilisation sur les réseaux sociaux se substituent au manque de données et forment déjà les analyses dont nous manquons. En l'absence de données claires sur le sujet, les études produites à l'étranger peuvent servir de supports de réflexion. C'est le cas par exemple d'études sociologiques menées en France, en Australie ou aux États-Unis par des collectifs d'étudiant-es qui soulignent la façon dont les discriminations sociales constituent un terreau favorable aux faits de harcèlement, qu'elles accentuent. Il apparaît que les faits de harcèlement touchent non seulement les femmes hétérosexuelles mais également



les personnes issues de minorités ethniques, culturelles ou religieuses, les personnes LGBTQIA+, ou les personnes en situation de handicap. En juillet 2021, une proposition de résolution très complète émanant de différents député·es<sup>1</sup> se positionne en faveur d'une réponse politique: «la Fédération Wallonie-Bruxelles a [...] un rôle essentiel à jouer dans la mise en place des mesures indispensables à la dissolution des fondements d'un état d'esprit favorisant les abus». Elle appelle à «la généralisation d'une politique permanente de sensibilisation et de formation des équipes pédagogiques et des étudiants», et insiste sur la nécessaire mise en réseau des dispositifs existants ou à créer au sein des établissements. Parmi les dispositifs existant déjà en Belgique, on note la création en 2013 par la FWB d'un réseau de «personnes contact genre», dont la mission depuis 2015-2016 vise à un travail coordonné de sensibilisation et d'information. On note encore l'émergence d'initiatives de sensibilisation, de cellules d'écoute et/ou de réflexion, au sein de plusieurs établissements d'enseigne-

ment supérieur (*Together* à l'UCL, *cash-e* à l'ULB ou la campagne #RESPECT à l'ULg, par exemple). La proposition de résolution regrette cependant le caractère «disparate» de ces initiatives et le manque de coordination qui subsiste entre les établissements: «aucune harmonisation des pratiques au sein de l'enseignement supérieur francophone n'a ainsi été institutionnalisée», y lit-on.

### Interroger les mécanismes

Cette mention d'un «état d'esprit» propice aux faits de harcèlement contenu dans la résolution est particulièrement intéressante. Elle se reformule dans l'appel qui y est fait de «mettre fin à une certaine culture qui favorise les comportements déplacés et irrespectueux». De quelle «culture», de quel «état d'esprit» parle-t-on? C'est précisément à cet endroit qu'il conviendrait de s'attarder; c'est néanmoins l'aspect le plus difficile et le plus inconfortable à questionner du point de vue institutionnel et plus globalement social. Il encourage à se pencher sur des rouages institués depuis «toujours»,

profitables aux personnes en position de pouvoir. Il renvoie par exemple en profondeur à l'observation critique de la relation pédagogique qui lie les étudiant·es à leurs professeur·es ou à leurs maître·s de stage, et aux déséquilibres qu'elle peut engendrer. Il adresse ce questionnement sur nos structures hiérarchiques au sens large, et la façon dont elles sont à même de créer des systèmes de dépendance, d'oppression et d'abus de pouvoir. L'enseignement supérieur est spécifiquement concerné par ces questions dans la mesure, par exemple, où il se trouve à la jointure directe avec le monde professionnel. Les professeur·es sont parfois les futur·es employeur·euses des étudiant·es, ou font partie des réseaux dans lesquelles elles envisagent de faire carrière.

Comme l'expliquent Sara, ancienne étudiante à l'IHECS, et Juliette Sanchez-Lambert, consultante et formatrice en prévention des violences sexuelles, l'esprit de compétition et la position d'ascendance hiérarchique sont deux éléments-clés pour comprendre le fonctionnement du harcèle-

ment dans l'enseignement supérieur. Leur articulation produit un système de dépendance rendant les étudiant·es plus vulnérables aux comportements abusifs. Sara explique: «quand tu es étudiant·e, tu es dans une posture où tu veux bien faire, apprendre et être légitimé·e. S'ajoute à cela une compétition, et cet état d'esprit est entretenu [...], puisqu'au début de l'année, on peut te dire: 'regardez vos deux voisins, à la fin de l'année, il n'en restera qu'un'. Tu te dis qu'il va falloir bosser fort et te faire remarquer pour faire partie de ceux qui réussissent. Dans cet état d'esprit, dans mon interprétation à moi, des relations ambiguës vont se créer, par exemple entre profs d'ateliers et étudiantes. Eux profitent de cette posture, où ils sont en mesure de valider ou pas, pour obtenir des choses qui ne devraient pas avoir lieu».

## Le grooming

Cette façon, chez certain·es professeur·es, de profiter de la sensibilité des étudiant·es à la validation dans un contexte hyper-compétitif s'apparente d'après Sara à une forme de manipulation appelée «grooming»: «quand on parle de 'grooming', pour moi, c'est cela à 100%. Certains profs vont cibler des étudiantes qu'ils perçoivent très motivées, et les flatter. L'étudiante se sent alors hyper privilégiée, contente et valorisée. Mais derrière cela, il y a parfois des attentes, sexuelles ou autres. Cela ne devrait pas être aux étudiant·es d'être outillées par rapport à cela, mais être une responsabilité prise par le corps enseignant pour dire: il y a un rapport de pouvoir qui est d'office déséquilibré et en faveur des profs, donc ils ne devraient pas pouvoir se retrouver dans certaines situations où des ambiguïtés naissent. Cela me fait penser au livre de Vanessa Springora, 'Le Consentement': sur le moment tu te sens très flattée, tu as l'impression d'être exceptionnelle et vue comme sortant du lot par quelqu'un qui est hyper légitime à sa place, ce que tu perçois comme une chance, mais avec le recul, ou en allant plus loin dans la relation, tu te rends compte qu'il y a quelque chose de très malsain». Sara analyse de la sorte une situation qu'elle a directement vécue: «une relation un peu ambiguë s'est créée entre moi et un prof d'atelier. Cela a dérapé au moment du bal de l'IHECS, juste avant les vacances de Pâques. J'étais en deuxième. Après le bal, je me suis retrouvée chez lui. Alors que j'estimais qu'il s'agissait de quelque chose de spontané, parce qu'on s'entendait bien, j'ai réalisé avec le recul qu'il s'agissait d'un 'calcul', quand on m'a dit qu'il ne sortait qu'avec des étudiantes. Tu te rends compte que tu n'es pas unique,

«L'enseignement supérieur est spécifiquement concerné par ces questions dans la mesure, par exemple, où il se trouve à la jointure directe avec le monde professionnel. Les professeur·es sont parfois les futur·es employeur·euses des étudiant·es, ou font partie des réseaux dans lesquelles elles envisagent de faire carrière»

tu n'es pas la seule et au fond tu n'as rien à voir là-dedans: à part le fait d'être étudiante, ça aurait pu être une autre. J'avais peur de passer pour une aigrie et je n'en ai parlé à personne. C'est une manière de silencier les filles: elles sont tellement gênées de se rendre compte qu'elles se sont fait avoir d'une certaine manière qu'elles ne disent rien. Et c'est renforcé par cet esprit compétitif où tu te dis: 'il y en a peu qui vont avoir des jobs intéressants dans ce secteur, donc je vais pas me griller'. Sara s'interroge sur l'adéquation de la présence des profs dans les lieux fréquentés entre étudiant·es: «que font-ils par exemple dans des soirées alcoolisées où les élèves vont avoir envie d'être en relation avec eux?». Elle poursuit: «on considère que les étudiant·es sont des adultes, parce qu'ils et elles sont majeur·es. Il s'agirait donc de relations entre adultes, et ce serait ok. Cela peut être le cas, mais c'est aussi mettre de côté complètement l'aspect du déséquilibre de pouvoir. On n'a pas le même rôle, le même pouvoir, et ce ne sont pas les mêmes enjeux pour les un·es et les autres».

## Le tabou des rapports de pouvoir profs/étudiant·es

Juliette Sanchez-Lambert a travaillé en collaboration avec plusieurs universités belges. D'après elle, «si on peut aborder la question des violences entre étudiant·es, la question de la violence des professeur·es sur les étudiant·es est difficile à aborder avec les établissements (...). Le rapport de pouvoir des profs vis-à-vis des élèves n'est pas questionné. C'est d'ailleurs très pratique, d'un point de vue un peu cynique, de dire: 'c'est un problème entre étudiant·es, il faut laisser les étudiant·es travailler là-dessus'. Alors que ce n'est pas vrai». Comme Sara, elle analyse: «quand il y a une forte hiérarchie, dans les universités, dans les facultés, cela crée de la dépendance et la volonté de faire bonne figure.

Quand, pour progresser dans ta carrière, tu as besoin de faire bonne figure auprès de personnes qui ont un certain pouvoir, c'est un terreau extrêmement favorable aux violences et au harcèlement. (...) les professeur·es qui agissent de cette façon sont parfois protégé·es par la hiérarchie et ils se protègent entre eux, ce sont souvent des hommes». Mais pour elle, la volonté d'agir des établissements n'est pas seulement un problème éthique, il s'agit aussi d'un problème financier: «ces personnes sont parfois à la tête de labos de recherche qui ramènent de l'argent à l'université [...], et les établissements n'auront pas de fierté à dire: 'on prend le problème à bras le corps, on n'accepte pas ça'. Or, tant qu'il y aura une attitude de honte, cela continuera à perdurer. C'est surtout le cas dans des universités qui dépendent de financements de gros projets, type projets de recherches européens ou internationaux». Le problème est aussi financier dans la mesure où la lutte contre le harcèlement et le sexisme nécessite des fonds conséquents découlant d'une réelle volonté politique. Actuellement, «les personnes référentes [au sein des établissements, ndlr] pour les violences sexuelles, celles qui travaillent sur la diversité, l'inclusion ou l'égalité de genre, ont énormément de travail. Sans soutien de la hiérarchie, elles se retrouvent à faire un travail politique de plaidoyer pour changer les choses. Parfois, elles sont seules et ne savent pas par où commencer». Cette question de la volonté politique et institutionnelle est cruciale d'après Laura Sanchez-Lambert, qui évoque la réticence parfois rencontrée à l'idée de rendre certaines formations obligatoires pour le personnel et les étudiant·es. Par exemple, «c'est compliqué d'aborder la question du sexisme ordinaire; quand, dans les formations, la sensibilisation sur le sexisme ordinaire n'est pas rendue obligatoire, il n'y a que des femmes qui viennent. Il n'y a pas cette

volonté politique. Dans les domaines dominés par les hommes, il y a plus de résistance, ils ne viennent pas aux formations sauf si elles sont obligatoires. Ce sont les femmes qui portent ce travail et c'est vraiment quelque chose à problématiser. Ce sont les personnes qui sont concernées par ces violences qui doivent en plus faire le travail d'éducation sur ce sujet. Il y a beaucoup de choses à faire et notamment travailler sur les masculinités et sur le fait de trouver des alliés, et des alliés hommes».

## Quand l'écoute ne suffit plus

Tant les analyses que les témoignages convergent vers un constat: la nécessité d'interroger les mécanismes de domination reproduits dans la sphère privée ou dans la sphère publique, à un niveau personnel et à un niveau collectif et institutionnel. À ce sujet, il s'agit pour Laura Sanchez-Lambert de «rassurer» les établissements en leur démontrant que des actions concrètes peuvent être menées et qu'un changement de paradigme est possible, souhaitable et leur serait également profitable. «Notre travail d'accompagnement est de plus en plus important, car on voit de plus en plus de 'scandales'. Je n'aime pas trop utiliser ce mot, mais c'est comme cela que c'est relaté par les médias. En tous cas, on voit l'ampleur des violences et des expériences partagées par les victimes. On voit par exemple beaucoup d'universités qui 'paniquent', alors que cela fait des années qu'on leur dit qu'il va falloir faire quelque chose, sur base de publications, de rapports, de recherches, etc. Il faut donc rassurer les établissements, [...] mais beaucoup ont très peur pour leur réputation. On voit encore des établissements qui disent: 'non, on ne veut pas conduire des ateliers sur le consentement ou le témoin actif, car on ne veut pas envoyer un message négatif'. Mais maintenant, les étudiant-es attendent que des choses soient mises en place, car elles connaissent très bien l'ampleur des violences, parce que c'est partout dans les médias. J'expliquais par exemple à la directrice d'un centre international qu'une des choses les plus efficaces était de former les étudiant-es à l'entrée à l'université. Plusieurs études réalisées en Amérique du Nord montrent que 50% des violences sexuelles subies par les étudiant-es ont lieu dans les trois premiers mois suite à l'entrée à l'université. Le meilleur moyen pour parler de consentement et de témoin actif, c'est donc tout de suite à la rentrée. La directrice me dit: 'si on fait un atelier là-dessus, ça casse l'ambiance, et ça va faire peur aux étudiant-es'. En fait, les étudiant-es ont déjà peur, ont déjà ces craintes.

C'est cette mentalité qu'il faut encore changer, en expliquant le changement de paradigme qui s'opère et à quel point c'est positif». Elle regrette que certaines initiatives ne se réduisent qu'à une sensibilisation, et peinent à s'accompagner de mesures obligatoires et de sanctions, alors qu'elles sont déjà instaurées concernant d'autres faits, comme la tricherie ou le plagiat. «Sensibiliser, en fait, c'est moins sensible politiquement, explique-t-elle. Cela permet de dire qu'on s'intéresse au sujet, qu'on fait attention à ce que cela ne se reproduise plus. Mais c'est aussi problématique que les politiques de 'tolérance zéro': ça ne veut rien dire en soi, ça veut seulement dire 'on ne tolère pas les violences', sans parler des sanctions. Il faut reconnaître que cela existe, et affronter le problème du manque de sanctions et celui des procédures trop longues. Je pense aussi à une université avec laquelle j'ai travaillé qui a décidé d'instaurer une politique de la 'deuxième chance'. Il y était dit: 'c'est important de connaître ses propres limites avant de venir déposer plainte'. Connaître ses propres limites quand elles ont été floutées par l'agresseur, c'est absurde de dire ça. L'accent était mis sur la médiation, avec cet argument: 'pour nous, c'est important de ne pas étiqueter les gens comme étant des agresseurs'. Là, tu te dis qu'il y a un problème. Si ce ne sont pas des agresseurs, c'est quoi? Une erreur, un malentendu? L'université en question usait du concept de 'justice restauratrice': c'est un concept issu de la justice sociale, du milieu activiste, ici réapproprié pour justifier une politique de seconde chance, en le vidant de son sens». Elle conclut: «j'espère que le sentiment d'impunité est en train de baisser. C'est très beau de sensibiliser, mais tant qu'il n'y a pas de fermeté par rapport aux sanctions, il demeure».

## Un changement de perspective incontournable

Il paraîtrait opportun, pour les institutions de l'enseignement supérieur, de s'inscrire dans une approche réaliste: se connecter au réel, c'est aussi mesurer que les étudiant-es connaissent le sexisme, les violences, et qu'ils sont parfois beaucoup plus éduqué-es, expert-es et créatif-ves sur ces sujets. Les associations étudiantes réalisent déjà un travail de sensibilisation, d'information et développent des outils ajustés au terrain (des applications qui permettent d'organiser des retours groupés après des soirées, par exemple), comme en témoigne le podcast *Les Lou-ves*, produit par des étudiantes de l'UCL. Si questionner les relations de pou-

voir dans l'enseignement commençait par reconnaître cette expertise et ce travail, et décider, avec humilité et engagement, de s'en inspirer, d'écouter les critiques, et de se mettre enfin au niveau? «Les victimes n'attendent pas seulement une oreille mais des actions», apprend-t-on dans l'épisode 4 de *Les Lou-ves*. La ministre Glatigny y est appelée à agir pour débloquer des fonds: «ce n'est pas normal que trois étudiantes en vacances s'organisent pour pallier à des problèmes qui viennent d'ailleurs». La réputation, nerf de la guerre des établissements supérieurs, surtout chez ceux en quête de rayonner d'un certain prestige, tiendra probablement bientôt en partie à la qualité des mesures mises en place sur le sujet des violences de genre. Et si demain les étudiant-es choisissaient leur lieu d'étude sur base de ce critère?

1. Rodrigue Demeuse, Gwenaëlle Grovinius, Hervé Cornillie, Margaux de Ré, Thierry Witsel et Rachel Sobry.

## Les spécificités des écoles d'art

En 2018, le magazine français Manifesto s'interrogeait: «De l'école à la galerie, pourquoi les jeunes artistes s'évaporent-elles?». Sans compter les différents obstacles liés au sexisme qui découragent ou empêchent les femmes artistes de progresser dans leur carrière, l'article mettait aussi en lumière la façon dont le fonctionnement des écoles d'art pou-



vaient nuire de manière spécifique aux étudiant-es pendant leur parcours scolaire. «Les disparités entre plasticiens et plasticiennes dans l'art contemporain se manifestent dès les premières années de carrière, malgré la forte féminisation des études d'art», pouvait-on y lire. Qu'il s'agisse d'allusions plus ou moins explicites quant à l'incompatibilité entre maternité et carrière artistique, de la croyance en un «génie artistique» dont l'histoire de l'art n'a souvent affublé que les hommes blancs, du «poncif de l'art «féminin»» dont les propositions seraient trop sensibles ou triviales et dénigrant la capacité des femmes à utiliser des machines ou encore de faits de harcèlement envers les femmes étouffés par une culture de connivence: «entre présumés machistes, discriminations directes et harcèlement, le milieu de l'art, des écoles à son marché, demeure embourbé dans un archipel d'archaïsmes qui jouent leur part conséquente dans ce phénomène».

### Des rapports de séduction pour être embauchées

En mars dernier, la comédienne Anna Baillij revenait dans *Le Soir* sur son mémoire de fin d'études de master en Arts du Spectacle à l'IAD (Institut des Arts de Diffusion), écrit en 2021. Elle y recensait plusieurs chiffres édifiants: 50 % des étudiantes femmes (ou non binaires) ont eu besoin d'une aide psychologique à cause de problèmes liés à l'école et dans 92 % de ces cas, l'école n'a rien fait; un quart seulement des personnes se sentent à l'aise pour parler des dysfonctionnements de l'école avec le corps pédagogique; 68 % des élèves disent que leur confiance en soi a baissé depuis le début de leur cursus; 78 % affirment avoir ressenti une compétition qui peut être le déclencheur d'un stress. Cette compétition induite entre les étudiant-es s'articule notamment à des présumés sexistes qui lient «désirabilité» et éligibilité aux rôles féminins (lesquels étant déjà statistiquement moins nombreux): «Le rapport de séduction devient une forme de survie quand les profs sont susceptibles de t'engager ensuite dans leur projet. Les études ressemblent à un géant casting de quatre ans. Mais ce n'est pas possible de passer quatre ans à être ainsi observée, regardée, à tenir la pression, à être toujours parfaite et engageable (...). Ce n'est pas rare d'avoir des profs qui contactent les élèves en dehors des cours, qui leur envoient des cartes postales, qui s'immiscent dans leur vie privée», témoigne Anna Baillij. Soulignant le caractère systémique des violences dans les écoles de théâtre, Anna Baillij va plus loin puisqu'elle conclut que «la culture du viol et de l'omerta s'apprend aussi à l'école». Cela ne veut pas dire, précise-t-elle, «que tous les hommes sont des violeurs, dieu merci, mais que lorsqu'il y a une agression, physique ou verbale, d'un prof à un étudiant, ou d'un étudiant à un autre, personne ne réagit. Ce n'est pas puni, et donc pas socialement interdit».

La proposition de résolution des député-es évoquée plus haut souligne elle aussi le caractère spécifique des faits de sexisme et de harcèlement dans les écoles d'art. Elle insiste sur ce fait que les professeur-es y sont les potentiel-les futur-es employeur-es des étudiant-es, et que la dénonciation des faits de harcèlement et de discrimination est compliquée par des établissements plus petits où les faits passent inaperçus et où les conflits d'intérêts entre l'école et le champ artistique sont propices à l'étouffement des plaintes.

### Repenser les répertoires

Le sexisme propre au milieu de l'art y est aussi mentionné, à travers l'évocation du «mythe selon lequel le «talent» est intrinsèquement masculin»: «celui-ci génère une dichotomie entre le masculin et le féminin et une répartition sexuée des rôles artistiques dans laquelle le premier se fait possesseur et dominant et la seconde soumise, passive et disponible». Elle souligne enfin: «dans le milieu artistique, les étudiants sont amenés à recourir à l'intime, ce qui génère souvent plus de confusion quant aux limites entre vie privée et vie publique. En outre, le processus créatif, particulièrement en art dramatique, peut amener à l'exposition et l'objectification du corps, qui devient un instrument de pouvoir, de séduction, mais aussi un facteur d'exclusion (les rôles étant encore généralement associés à une caractéristique physique: la beauté, la laideur, l'âge, la couleur de peau)». En ce sens, Anna Baillij plaide pour un renouvellement du programme pédagogique, et pour l'intégration de thématiques plus «modernes», qui, notamment, rebattent les cartes au sujet des rapports de pouvoir sociaux et de leurs mécanismes normalisés: «On veut des pièces qui parlent de nos guerres à nous, de MeToo, de la question du blackface, de la pandémie, de Polanski, de Trump, des bateaux qui traversent la mer, et pas ceux d'Agamemnon. Du réchauffement climatique, des réseaux sociaux, de TikTok, de Macron, d'Adèle Haenel et de tout ce que cela raconte de nous».

## Pas de gratuité des frais scolaires en primaire en 2022

Contrairement à ce qu'espérait Caroline Désir pour la rentrée, il n'y aura pas de gratuité des frais scolaires à l'école primaire, cela alors qu'elle est déjà entrée en vigueur dans l'enseignement maternel où la FWB accorde 60 euros par enfant, de manière à couvrir les fournitures scolaires. Le budget total de la subvention s'élève à 9,9 millions par an. Pour la première primaire, elle s'élèverait à 16 millions d'euros: «*Il faut donc trouver un budget sensiblement supérieur et faire le travail pour les six années primaires (combien coûte un voyage scolaire en primaire? etc.) avant de se lancer*», précisait la ministre il y a quelques mois. La demande d'extension à l'enseignement primaire avait été déposée lors du dernier conclave budgétaire, en vain. D'après Caroline Désir, «*cette demande n'a malheureusement pas abouti, pour différentes raisons mais certainement pas parce qu'il ne s'agit pas d'une priorité politique à mes yeux, au contraire*».

Sources: *Le Soir, La Libre.*

## Inscriptions scolaires: 4% des élèves en liste d'attente

La Commission interréseaux des inscriptions (Ciri) a publié un premier bilan des inscriptions en première secondaire pour l'année scolaire 2022-2023. 41.661 élèves ont eu leur place dès la première phase d'inscriptions dans l'école de leur premier choix, auxquels s'ajoutent 6.048 autres acceptés en fonction de leur indice composite dans le classement Ciri (dont 3.262 ont décroché leur première préférence). Restent à ce jour 1.831 élèves toujours en liste d'attente (soit 3,70%, un peu moins qu'il y a un an au même moment), dont 1.204 à Bruxelles (pour 1.375 places disponibles) et 109 dans le Brabant wallon (pour 604 places disponibles). Pour eux, les inscriptions reprendront le lundi 25 avril là où il reste de la place, sur le principe du premier arrivé premier servi.

Sources: *Le Soir.*

## Une année préparatoire avant l'enseignement supérieur?

C'est en tous cas une idée qui circule. Les universités constatent que leurs étudiant-es sont très souvent mal préparé-es, et cherchent à améliorer le niveau d'entrée. Avec des bagages allégés par la crise sanitaire et très inégaux, la transition est d'autant plus compliquée. Des mesures d'aide à la réussite existent déjà (tutorat, médiation), ainsi que des programmes de préparation aux examens d'entrée et la possibilité de réaliser parfois une septième année, vi-

sant une mise à niveau dans certaines matières. Cela ne paraît pas suffisant et dans ce contexte, Alda Greoli et Marie-Martine Schyns ont interpellé Caroline Désir (PS) et Valérie Glatigny (MR) sur la possibilité d'une année propédeutique organisée conjointement. Dans les universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'idée d'une année supplémentaire fait son chemin. «*On réfléchit au concept*», confirme Anne-Sophie Nyssen, vice-rectrice de l'ULiège en charge de l'enseignement et du bien-être. Dans les cabinets des ministres de tutelle, l'organisation d'une année propédeutique n'est pas à l'ordre du jour, ont répondu les deux ministres interrogées par Les Engagés (ex cdH), en rappelant les aides qui existent déjà. Elles mettent plutôt la priorité sur le renforcement d'une orientation positive. À ce propos, la ministre Glatigny planche sur un test d'orientation informatif, non obligatoire et non contraignant, mais accessible à toutes, avec un double objectif: analyser les compétences des étudiant-es et donner une information neutre sur l'offre d'études avant l'entrée dans le supérieur. Quel que soit le résultat du test, rien n'empêchera cependant l'étudiant-e de s'inscrire où il-elle le souhaite. La Flandre pratique déjà un test d'orientation obligatoire et contraignant dans plusieurs filières.

Source: *La Libre.*

## 1800 élèves ukrainiens recensés en Flandre

Au jour d'école qui a suivi les vacances de Pâques, 1.827 élèves ukrainiens étaient recensés sur les bancs des écoles flamandes, ressort-il des chiffres fournis mercredi par le ministre flamand de l'Enseignement, Ben Weyts. Il s'agit surtout de jeunes enfants scolarisés dans l'enseignement maternel ou primaire. Un tiers (602) de ces enfants sont accueillis dans des écoles de la province d'Anvers, suivie par les provinces de Flandre orientale (403), Flandre occidentale (294), Brabant flamand (286), Limbourg (196) ainsi que dans les écoles flamandes de Bruxelles (46). Le parlement flamand devrait approuver ce mercredi un décret d'urgence qui prévoit un soutien aux écoles dans l'accueil d'élèves ukrainiens. Les établissements recevront des moyens supplémentaires. Des cours devraient également être donnés dans les infrastructures d'accueil collectives. Un deuxième décret d'urgence est également attendu pour faire en sorte que des cours soient donnés en ukrainien par des enseignant-es ukrainien-nes.

Sources: *Le Soir, La Libre.*

## Re-création: ramener la nature dans la cour de récré

La phase de conception participative du projet Re-création, coordonné par Bruxelles Environnement, arrive à son terme et a impliqué des écoles entières. Le projet Ré-création a été lancé en mai 2021 par Bruxelles Environnement afin de favoriser la (re)végétalisation des cours d'école dans la Région de Bruxelles-Capitale. Il propose un accompagnement via une série de partenaires et un financement à hauteur de 220.000 euros en moyenne par école et concerne les établissements de tous les réseaux, niveaux et régimes linguistiques, à condition d'être localisés à Bruxelles dans une zone spécifique – une zone de carence en espaces verts, une zone prioritaire de verdoisement du Plan régional, ou dans une des zones en îlots de chaleur urbains de la Région. 62 écoles se sont portées candidates et 20 ont été sélectionnées pour bénéficier d'un accompagnement spécifique jusqu'en 2024 – bureaux d'études spécialisés, facilitateur nature, bureau de participation citoyenne et ASBL d'éducation à l'environnement. Actuellement, la phase de conception participative arrive à son terme, après une analyse de la qualité du sol et juste avant l'arrivée des subsides qui parviendront au fur et à mesure aux écoles après l'été, permettant de lancer les travaux à la rentrée prochaine. «*Lorsque l'on amène de la nature quelque part, on touche directement au bien-être de l'individu*», explique Marylou Paës, responsable du projet Ré-création à Bruxelles Environnement. «*Être en contact avec elle diminue le stress et augmente la créativité*». C'est pourquoi le projet a développé sept objectifs à remplir: rafraîchir la cour de récréation, rendre le sol perméable, amener de la biodiversité, favoriser le bien-être, diversifier les supports d'apprentissage, enrichir les zones de jeu et ouvrir l'espace au quartier en permettant aux associations et habitant-es locaux-les de bénéficier de ce futur nouvel espace vert. Bruxelles Environnement est en quête de subsides européens et espère enchaîner sur une deuxième édition en 2024.

Infos: *Le Soir.*

## Solidarité avec les réfugiés d'Ukraine: appel aux dons

Le Centre d'Action Laïque récolte les dons au profit de deux associations: *Polish Humanitarian Action* et *Fundacja Ocalenie*. L'argent récolté leur sera intégralement versé. Pour faire un don, il suffit de verser le montant au compte BE16 2100 6247 9974 ouvert au nom du CAL avec en communication "Solidarité exilés".

Plus d'infos: [www.laicite.be](http://www.laicite.be)

# dossier

## JEUNES SANS-LOGEMENT: UNE HISTOIRE DE LIENS FRAGILES



*Quand un-e jeune est en errance, c'est toute la société qui a failli. Alors que le nombre de jeunes sans-logement est en augmentation à Bruxelles, nous avons souhaité nous interroger sur les parcours, le quotidien, le rapport aux institutions de ces jeunes.*

*Pour ce dossier d'Éduquer, nous avons rencontré ces filles et ces garçons de moins de 25 ans, ainsi que des associations de terrain, afin de mettre en lumière ce phénomène étudié depuis peu.*

Annabelle Locks, étudiante à la FOPES (Faculté ouverte de politique économique et sociale)

# L'errance chez les jeunes : une désaffiliation à géométrie variable

Famille, ami-es, institutions, école... quand les liens se rompent les uns après les autres.

Qu'ielles soient des filles, des garçons, Belges, étranger-es, avec ou sans papiers<sup>1</sup>, mineur-es, jeunes majeur-es, ou encore LGBTQI+, ces «jeunes en errance» n'ont pas de «chez-soi». Leurs liens avec la famille proche sont difficiles, voire rompus. Ielles sont en difficulté au niveau des institutions d'aide à la jeunesse ou en sont totalement exclu-es. Leur parcours scolaire est problématique voire interrompu. Une histoire de liens fragiles pour ces jeunes qui, de fil en aiguille, sont relégué-es à la marge.

Le Forum-Bruxelles contre les inégalités et ses partenaires ont retenu la définition suivante: «Les jeunes en errance sont des jeunes âgé-es de 16 à 25 ans sans-abris ou à risque de le devenir en raison, entre autres, de ruptures familiales ou institutionnelles». Mais de nombreux enfants plus jeunes sont concerné-es par la vie en rue et par l'errance institutionnelle, faisant parfois le tour de divers centres, que ce soit dans l'aide à la jeunesse, en psychiatrie, en IPPJ, accumulant les problèmes jusqu'à ce que les mailles du filet de sécurité craquent.

Certain-es jeunes en errance ont fait le choix de quitter le domicile familial. Ce choix peut être motivé par le fait d'y avoir vécu des violences physiques, psychologiques ou sexuelles. On observe aussi des cas de traite humaine ce qui peut pousser certain-es mineur-es à fuir, lorsque l'exploitation de leur travail par la famille n'est plus vivable. Pour ceux qui décident de partir, la rue représente une échappatoire, un espace de liberté, entraînant rapidement une série de galères qui vont vite s'accumuler...

Pour d'autres, l'errance est subie. Rejeté-es par leur-s parent-s ou se retrouvant exclu-es des institutions pour des raisons variées. Parfois ce sont des motifs de comportements, parfois parce que leurs profils, complexes, ne sont pas appréhendés de la manière la plus adaptée. Comment prendre en charge une fille mineure souffrant d'une maladie rare et peu comprise, que les parents ne parviennent plus à assumer, et qui a commis des actes de vandalisme dans un centre d'accueil? Quelle est la bonne réponse à lui offrir? Elle se retrouve en IPPJ, en psychiatrie, mais rien ne correspond à la complexité de la situation. *In fine*, elle est condamnée à l'errance institutionnelle.<sup>2</sup> Les acteur-trices de

terrain notent que les situations se complexifient de plus en plus, les problématiques s'additionnent et ces jeunes finissent par se retrouver plus ou moins hors-système.

La précarité des familles, leur isolement, le mal-logement sont des facteurs aggravants de la désaffiliation des jeunes qui finissent par claquer la porte, comme dans des cas de logement surpeuplé, ou encore quand la parentification (relation parent/enfant inversée) devient trop pénible: avec un ou des parents ayant des problématiques de santé mentale, ou d'assuétudes, par exemple.

## Une transition vers l'âge adulte difficile

Au passage à la majorité à 18 ans, certain-es jeunes sont ainsi mis-es à la porte, ils-elles doivent assurer leur autonomie du jour au lendemain. D'autres, qui ont connu un parcours institutionnel chaotique, fait de placements successifs, ne sont pas préparé-es à la vie en autonomie. La rupture avec les institutions est brutale, les aides auxquelles ielles avaient droit jusqu'alors ne leurs sont en partie plus accessibles, et si en en théorie ielles ouvrent des droits sociaux comme le revenu d'insertion sociale, ielles n'ont souvent pas une bonne connaissance de leurs droits. C'est aussi la difficulté de devenir citoyen-ne, avec des droits et des devoirs, être responsable notamment face à la justice quand il y a eu des actes de délinquance. Au quotidien dans les institutions, tout est pris en charge pour elleux et souvent ces jeunes n'ont pas eu l'opportunité d'apprendre les compétences de base pour une vie en appartement. Lorsqu'ielles bénéficient d'un accompagnement et d'un logement, ielles doivent apprendre à tenir un budget, faire des courses, cuisiner, maintenir le logement en bon état, entretenir de bons rapports de voisinage...

## Le rapport à l'école, la qualification, les perspectives d'avenir

L'école est souvent le dernier lien pour ces jeunes en errance avec une institution, jusqu'à ce qu'il craque aussi. Malgré l'obligation scolaire jusqu'à 18 ans, de nombreux-ses mineur-es sont non-inscrit-es, d'autres ont le statut d'élève-libre. Parmi les

## «Les acteur·trices de terrain notent que les situations se complexifient de plus en plus, les problématiques s'additionnent et ces jeunes finissent par se retrouver plus ou moins hors-système»

jeunes en errance, certain·es, désireux·ses d'apprendre et pensant à leur avenir, s'accrochent tant bien que mal à leur scolarité. Mais, obligé·es de faire face à des questions urgentes chaque jour, et de trouver des solutions pour répondre à des besoins fondamentaux comme trouver un endroit où dormir, ielles n'ont pas la disponibilité mentale nécessaire à l'apprentissage, et ne peuvent assurer une assiduité aux cours. Parfois aussi, dans un quotidien chaotique, ielles rencontrent des difficultés à maintenir une bonne présentation, ielles peuvent en avoir honte et ne plus assumer le regard des autres élèves ou des professeur·es. Dans ces conditions la scolarité devient de plus en plus difficile, elle finit souvent par devenir intenable. Pour des raisons d'absentéisme, ielles se retrouvent bien souvent avec le statut «d'élève libre» et se sentent écarté·es de la scolarité, ou subissent de nombreux redoublements. Ielles finissent généralement par décrocher et abandonner. Pour elleux, l'école devrait être réformée, estimant qu'elle devrait faire un pas vers elleux. Mais c'est aussi au sein de l'école que des jeunes en errance trouvent les premières solutions d'urgence: il n'est pas rare que des parents d'élèves, des professeur·es ou encore des directeur·trices d'établissements se mobilisent pour apporter un soutien et un abri pour quelques temps, à un·e jeune en difficulté, quand il n'y a pas d'autre solution, tout le secteur de la jeunesse étant saturé et les listes d'attente parfois longues pour obtenir une place.

Au final, ces jeunes sont cassé·es, ielles endurent de nombreuses souffrances. Leur confiance dans les institutions est brisée.

Dans les témoignages on comprend le sentiment de honte, redouté, le désir d'être propre, de sentir bon, d'être valorisé·es par le regard que l'on porte sur eux. L'estime de soi s'écorche, ces jeunes tentent bien souvent de masquer leur situation. L'adolescence marque aussi une période où la sexualité se construit, où les questions sur l'amour prennent une place particulière, le besoin de relations intimes<sup>3</sup>... des questions importantes pour leur bien-être, que la réponse aux besoins fondamentaux n'efface pas.

1. Au sujet des mineurs étrangers non accompagnés, voir l'article : Mormont, Marinette (2022). Mena: la course contre le temps. *Alter Echos*, n°501. [www.alterechos.be/mena-la-course-contre-le-temps/](http://www.alterechos.be/mena-la-course-contre-le-temps/)
2. Cette jeune fille témoigne dans le film documentaire «Les incasables - histoires de jeunes en errance». Une production du Forum - Bruxelles contre les inégalités [le-forum.org](http://le-forum.org). Réalisation Ad'Hoc Machine: <https://vimeo.com/527336909>
3. Blais, M., Côté, P.-B., Manseau, H., Martel, M., & Provencher, M.-A. (2012). Love without a home: A portrait of romantic and couple relationships among street-involved young adults in Montreal. *Journal of Youth Studies*, 15(4), 403-420

### Les photos qui illustrent ce dossier

Il semblait très important de proposer à des jeunes de prendre part à la réalisation de ce dossier.

Pour les illustrations, j'ai imaginé un dispositif simple et un protocole ludique, afin de créer des images ensemble, des portraits détournés. J'ai proposé aux participant·es de choisir un objet parmi leurs effets personnels, puis de penser à une manière de le mettre en scène devant l'objectif. Ielles devaient ensuite indiquer les raisons de ce choix, qui seraient reprises en légende des photos.

**Yann Descendre** (coordinateur chez *Abaka*) a soutenu ce projet, et les jeunes qui étaient hébergé·es à ce moment là dans le centre, et qui se montraient désireux·ses d'y participer, ont eu deux jours pour se préparer à l'atelier. De manière inventive et généreuse, plus ou moins spontanée, maîtrisée ou expérimentale, ielles ont partagé avec nous un bout de leur histoire, de leur identité.

Ielles se sont prêté·es au jeu et se sont représenté·es, hors des clichés. Nous ne pouvons pas les nommer mais tenons à les remercier chaleureusement pour leur créativité, leur disponibilité, leur poésie, et pour leur apport précieux.

*Conception, direction artistique: Annabelle Locks.*

*Photos: Axelle Pisuto.*

Annabelle Locks, étudiante à la FOPES (Faculté ouverte de politique économique et sociale)

# Au quotidien: comment survivre à l'errance?

Quelles sont les problématiques rencontrées jour après jour par les jeunes en errance? Comment composer avec un minimum de ressources pour répondre à ses besoins fondamentaux?

«Il y a autant d'errances que de jeunes en errance». La difficulté à donner une définition commune au phénomène trouve un écho dans le leitmotiv des acteurs et actrices de terrain. C'est aussi un des facteurs qui rendent le travail d'accompagnement complexe. Les besoins et priorités des jeunes ne sont pas les mêmes, ou pas au même moment. Leurs problématiques sont diverses, ainsi que les causes de leur situation et leur trajectoire.

Pourtant, dans les témoignages des jeunes concerné·es et dans les études qui sont menées sur le terrain avec elleux, on retrouve des similitudes, des expériences partagées. Quelles sont leurs réalités au quotidien? Quelles sont leurs stratégies pour faire face aux difficultés rencontrées jour après jour? Dans une vie de débrouille, les solutions d'urgence leur permettront-elles de s'en sortir à long terme? Ce texte prend appui sur un rapport rédigé par M. Wagener et B. De Muylder<sup>1</sup>, et sur des entretiens menés avec des acteur·trices de terrain à Bruxelles travaillant avec les jeunes en errance.

## Où dormir?

Pour ceux qui ne sont pas en rue en permanence, l'errance est faite d'une alternance entre éventuellement les nuits passées chez des personnes de leur propre réseau (amis, membres de la famille éloignée) ou en squat, et celles en centres d'hébergement d'urgence, avec des périodes en institution. Certain·es jeunes disent avoir fait le choix de la rue. Cela peut être un rejet des schémas traditionnels: famille-maison-enfants-voiture et boulot-dodo... mais on peut y voir dans certains cas une forme d'autojustification. Pour les mineur·es, il existe trois centres d'hébergement non-mandatés en Belgique francophone, qui constituent le «triangle d'or». Deux sont situés à Bruxelles et un à Charleroi<sup>2</sup>. Mais les places sont peu nombreuses et l'hébergement est de courte durée. C'est une solution provisoire qui garantit un toit pour quelques nuits mais qui ne répond pas au besoin de stabilité, et une fois majeur·es, les jeunes n'y ont plus accès. Pour elles, le Samusocial est une solution mais elle représente un véritable «repoussoir»: les personnes

rencontrées sur place sont plus âgées, avec bien souvent des problématiques psychiatriques et d'assuétude. Ce sont les sans-abris chroniques qu'elles ne veulent pas devenir. Ce cadre peut être très choquant pour des jeunes qui espèrent s'en sortir un jour. Difficile de garder l'espoir et la motivation dans ces conditions. Le Samusocial mène aussi un programme de logement pour les 18-25 ans, mais le nombre de bénéficiaires est limité par la grande difficulté à Bruxelles de trouver des logements à des prix abordables pour ces jeunes locataires qui dépendent majoritairement de l'aide sociale. Pour Aude Gijssels, qui coordonne le projet «Step Forward», c'est même «la croix et la bannière, avec la crise du logement que l'on connaît depuis 40 ans». Les logements sont chers, et ceux à des prix abordables sont souvent insalubres...

Entre jeunes qui ont connu des épisodes de rue, des réseaux de solidarité se créent: quand l'un·e a accès à un logement, elle va souvent proposer son aide aux «potes de rue» qui seront peut-être un jour ceux qui pourront aider à leur tour en cas de coup dur. Mais ce système est fragile, les un·es qui parfois reçoivent une aide sociale et, avec elle, l'interdiction d'héberger une tierce personne prennent ainsi le risque de perdre leurs maigres «privilèges», et les autres se retrouvent en situation de dépendance, ce qui peut être vécu comme humiliant. Aussi, cette solidarité fragile dépend de la bonne entente entre les personnes: une dispute ou un désaccord peuvent mettre fin à l'entraide.

Pour assurer leur sécurité et dormir hors de la rue, certain·es jeunes comptent sur leurs relations intimes<sup>3</sup>. D'après des témoignages de jeunes dans le rapport de M. Wagener et B. De Muylder, les filles, plus vulnérables en rue, auraient davantage tendance à se mettre en recherche d'un partenaire qui leur procurera un hébergement. Elles entrent ainsi dans le continuum de l'échange économique-sexuel et si elles ont un toit sur la tête, elles ne sont pas pour autant à l'abri du risque de subir des violences, certaines rapportent notamment avoir été séquestrées dans ce contexte. Autre conséquence: sans domicile mais hors de la



*Jason: «C'est la chaîne qui a appartenu à mon grand-père. Il était champion de boxe. Et la montre, c'est le premier cadeau que ma soeur m'a offert. Je n'ai pas beaucoup d'affaires ici. Ce sont les objets les plus précieux, je les ai toujours avec moi.»*

rue et des centres, elles sont moins visibles et moins prises en compte dans les études. Pour celles qui dorment en rue, l'enjeu sera de se cacher le plus possible, parfois en se donnant l'apparence d'un homme.

#### **Comment se procurer de l'argent?**

La vie en errance coûte cher, et les nuits chez les potes appellent souvent à une participation pour la nourriture ou les charges. Si non, encore une fois, c'est la honte... Beaucoup de jeunes en errance n'ont pas d'aide financière. Elles se tournent peu vers les institutions pour demander de l'aide et les CPAS ont des politiques différentes. Certains l'obtiendront, d'autres pas, notamment en fonction des communes et des fonds disponibles dans la structure. Mais il

faut bien se nourrir et se vêtir. Être toujours en transit implique qu'on perd souvent ses effets personnels, notamment ses vêtements et ses papiers.

L'accès au marché de l'emploi formel est difficile pour ces jeunes dont peu parviennent à avoir un travail déclaré, même pour des postes qui ne nécessitent pas de diplôme ou de qualifications spécifiques. S'il existe des mécanismes visant à limiter la discrimination à l'embauche pour certains groupes de personnes, les jeunes en errance subissent les effets de la stigmatisation et des représentations sociales qui expliquent souvent les refus des employeurs. Pourtant, d'après son étude menée à Paris, J. Billion<sup>4</sup> suggère que les jeunes qui ont connu une situation d'errance et des épisodes de rue développent des compé-

tences qu'il serait possible de valoriser dans le travail (négociation, décisions en situation de stress, initiative...).

Alors il reste les petits boulots informels, du «bricolage au black». Dans ce cas, c'est la porte ouverte à l'exploitation, aux paies de misère et aux salaires impayés. Quand certain-es s'associent à des artistes de rue, d'autres vont collecter les trottinettes ou encore dealer. Certain-es jeunes vendent leur corps, y compris de très jeunes mineur-es. Le sexe de survie, que l'on attribue plutôt aux filles serait aussi un moyen de subsistance pour des garçons. Mais le sujet est alors plus difficile à aborder, soumis au tabou de l'homosexualité.

Au final, arrivé-es à la majorité et rattrapé-es par le système, ces jeunes sont sou-

«D’après son étude menée à Paris, J. Billion suggère que les jeunes qui ont connu une situation d’errance et des épisodes de rue développent des compétences qu’il serait possible de valoriser dans le travail (négociation, décisions en situation de stress, initiative...)»

vent criblé-es de dettes. Des factures de téléphone portable impayées, les amendes de la SNCB et du réseau de la STIB se sont accumulées et arrivent d’un coup. Aude Gijssels évoque une épée de Damoclès: pour les jeunes bénéficiaires du programme qui sont en logement et qui perçoivent le RIS (revenu d’intégration sociale), comment rembourser, avec un loyer à régler et trop peu de marge de manœuvre une fois les charges fixes payées? Cela peut les inciter à quitter le logement pour vivre en squat ou retourner en rue en pensant qu’ainsi ils auront plus d’argent pour vivre.

### Les impacts sur la santé

Si la nuit porte conseil, pour les jeunes en errance, elle n’apporte pas de repos. Pour éviter de se faire voler ou agresser, il faut être sur ses gardes et en mouvement. Avec la peur des dangers et des prédateurs sexuels, en rue, les jeunes dorment très peu. Le manque de sommeil et l’impossibilité de se poser en sécurité engendrent un épuisement physique, auquel s’ajoute la charge mentale liée à la gestion des problèmes quotidiens et des traumatismes suite aux diverses formes de violences dont elles ont été victimes. Ainsi, quand les jeunes arrivent dans ses locaux, Aude Gijssels leur propose souvent dans un premier temps de dormir. Pour répondre notamment à ce besoin de repos en journée, le Forum a ouvert Macadam, un centre de jour destiné aux jeunes en errance.

Entre la faim, les repas qui sautent et les snacks, gras et peu équilibrés, l’alimentation est un réel enjeu pour ces jeunes. Les actrices de terrain interrogées observent une dégradation rapide de leur état de santé, un amaigrissement, des jeunes qui deviennent pâles, ce qui peut être le signe de carences et être un facteur d’anémie, ce qui risque alors de renforcer l’état de fatigue... Et, une alimentation inadaptée peut impacter la croissance, qui dure jusqu’à 18 ans en moyenne, l’adolescence en constituant le pic.

La consommation de drogues est fré-

quente, c’est un moyen de s’évader jugé nécessaire par certain-es. Conscient-es de la chute et des effets à long terme, elles expriment le besoin de s’amuser un peu malgré tout, du moins de trouver un peu de bien-être, tout éphémère qu’il soit. À plus long terme, la consommation de drogue peut amener des risques de psychose, de schizophrénie. Aude Gijssels précise à ce propos: «il faut absolument travailler la prévention des risques». Une salle de shoot<sup>5</sup> est attendue à Bruxelles dans cette visée, elle sera accessible aux jeunes à partir de 18 ans.

L’accès aux soins de santé peut s’avérer difficile. De nombreux-ses jeunes ont recours aux services des urgences hospitalières, «jusqu’à cinquante fois par an pour une jeune fille qu’on a connue», selon Aude Gijssels. C’est un véritable enjeu de santé publique, qui se résout éventuellement pour les jeunes qui trouvent un accompagnement adapté, pluridisciplinaire, et prenant en compte l’ensemble de leur situation (logement, santé physique et mentale, problématiques économique, administrative, bien-être social...). Même si les difficultés ne s’arrêtent pas là, et s’il faut prolonger les accompagnements, parfois pendant plusieurs années, quand elles ont enfin un endroit où se poser durablement, un chez-soi, on les voit souvent «repandre des couleurs».

5. «Salle de shoot» désigne un lieu de consommation à moindre risque. Il en existe seulement deux en Belgique. La première a ouvert en 2018 à Liège. A ce propos, voir: <https://infordrogues.be/la-salle-de-shoot-pas-dans-mon-quartier/>

1. De Muylder, Bénédicte; Wagener, Martin. *L’errance racontée par les jeunes*. In: *Pauvreté*, Vol. 26, no.1, p. 1-36 (2020)
2. Abaka et Sos jeunes à Bruxelles, Point Jaune à Charleroi.
3. Watson, Juliet (2011). *Understanding survival sex: young women, homelessness and intimate relationships*. *Journal of Youth Studies*. 14:6. 639-655.
4. Billion Julien, Gardères Nicolas, «Sans profession, sans domicile, sans ce que tu veux, sans rien». *Paroles de jeunes sans domicile et recommandations politiques*, *La Revue des Sciences de Gestion*, 2015/3-4 (N° 273 - 274), p. 151-156.

# Les filles mineures en errance, un sujet encore peu étudié en Belgique

Comment intégrer une approche genrée dans l'accueil et l'accompagnement des filles mineures et des jeunes femmes en errance? Connaît-on leurs réalités, y-a-t-il une littérature sur laquelle s'appuyer afin d'adapter au mieux les services d'aide à leurs besoins?

En Belgique francophone, il y a peu d'informations pour analyser les raisons spécifiques de la désaffiliation des jeunes filles en errance et leurs trajectoires. Des rapports existent sur la situation des femmes sans-abri<sup>1</sup>, et sur l'errance chez les jeunes, deux publics longtemps invisibilisés. Mais les jeunes filles sont situées dans une sorte d'angle mort, à l'intersection de ces deux zones d'ombre. Le rapport du Forum<sup>2</sup> apporte quelques éléments liés au genre. Nous avons voulu en savoir plus. Cet article ne prétend pas à l'exhaustivité, il tente tout du moins de faire le point sur des éléments saillants dans les rapports, témoignages de jeunes et d'intervenantes sociales sur les réalités des jeunes filles en errance.

La crise familiale serait le point commun le plus fréquent à l'origine de l'errance pour l'ensemble des jeunes. Mais certains facteurs de cette crise sont plus spécifiques aux jeunes filles, quand ils ne le sont pas exclusivement. Par ailleurs, les rapports de genre observés dans la société concernent aussi les filles en errance, que ce soit au niveau des causes, des réalités du quotidien, et de la prise en charge par les services d'aide à la jeunesse.

## L'impact des représentations sociales

Pour de nombreuses jeunes filles, les relations amoureuses peuvent être mal vues et conduire à une rupture familiale: elles ne sont pas pour autant toujours exclues du domicile, mais souvent, pour vivre leur relation, elles choisissent de quitter leur famille. Parfois une grossesse est une raison de rupture, qu'elle soit désirée ou non par la jeune fille. Au sein des familles les plus traditionalistes, les conflits peuvent reposer sur des comportements tels que le port de tenues jugées inappropriées par les parents car non conformes à leurs représentations et à leurs attentes (mini-jupes ou maquillage). Le contrôle parental devient si oppressant que ce n'est plus vivable. Fanny Laurent, chargée du travail social communautaire du centre d'accueil de jour pour les jeunes en errance Macadam note que les filles seraient plus nombreuses à fuguer devant les problèmes de violence familiale ou de contrôle parental excessif.

## L'assignation aux rôles genrés

Souvent, dans les cas de regroupement familial, un parent originaire d'un pays hors U.E vit en Belgique et fait venir l'enfant qui était resté au pays. Quand l'enfant arrive, ielle a très peu de liens avec sa nouvelle famille, parfois ielle n'a jamais connu le nouveau parent. Cette situation problématique touche filles et garçons, mais des intervenant·es sociaux disent avoir observé un plus grand nombre de filles que de garçons en errance issu·es de cette configuration familiale. Fanny Laurent rapporte que beaucoup de jeunes filles se plaignent «d'être traitées comme des bonnes à tout faire». Coincées dans un rôle de Cendrillon, elles sont astreintes à faire le ménage, la cuisine, elles ont la charge de la garde d'autres enfants... C'est un travail domestique imposé par les parents et dans ce contexte, mener sa scolarité et la réussir, leur est rendu impossible. Alors certaines fuient, se retrouvant sans ressources.

## Le mariage forcé, une réalité en Belgique

Dans la région de Bruxelles-Capitale, le mariage forcé est toujours pratiqué par certaines familles. C'est une forme de violence intrafamiliale, il constitue une infraction que le code pénal définit ainsi: «un mariage est dit forcé quand il est contracté sans le libre consentement des deux époux et que le consentement d'au moins un des deux époux a été donné sous la violence ou la menace». Les principales victimes sont des jeunes filles. Dans son étude, S. Zemni relève la dimension cachée du phénomène, les jeunes filles interrogées insistent d'ailleurs sur les «affaires étouffées»<sup>3</sup>. Face au risque d'être contraintes à un mariage qu'elles ne désirent pas, une partie de ces jeunes filles fait le choix de partir, et se retrouvent ainsi en situation d'errance.<sup>4</sup>

## Le recours au sexe de survie

Selon les acteur·trices de terrain, les garçons y ont recours aussi. Les clients sont généralement des hommes, et le tabou de l'homosexualité expliquerait une plus grande difficulté pour eux à

## Les jeunes LGTBQI+ en errance

Le risque de connaître la précarité et de vivre à la rue touche particulièrement les jeunes personnes LGTBQI+. Si les situations de discrimination sont diverses (au travail, à l'école, dans les milieux sportifs, médicaux...) c'est aussi bien souvent au sein de la famille que les difficultés peuvent être rencontrées. La plupart des jeunes LGTBQI+ qui se retrouvent sans-abris ont fui des violences familiales ou ont été rejeté-es par leurs proches en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre. En plus des difficultés liées à la vie en rue, ces jeunes vivent régulièrement des situations d'ostracisations. Leurs problématiques spécifiques ne sont pas toujours prises en compte dans les centres d'accueil pour sans-abris, les travailleur-ses sociaux-ales ne sont pas nécessairement outillé-es face à ces réalités. A Bruxelles, Le Refuge, centre d'hébergement d'urgence et d'accompagnement pour les jeunes LGTBQI+ de 18-25 ans tente de répondre au manque de solutions adaptées à ce public. Il accueille des jeunes francophones, néerlandophones, étranger-es et demandeur-ses d'asile. L'accompagnement est abordé sur plusieurs plans: la santé mentale et physique, l'aide sociale et juridique, l'orientation en vue d'un retour à la scolarité, à la formation ou à l'emploi, la recherche d'un logement, visant l'autonomie des jeunes LGTBQI+ et leur épanouissement dans la société.

### La situation des demandeurs d'asile LGTBQI+

Dans de nombreux pays, les personnes LGTBQI+ subissent des persécutions et se voient contraintes de fuir pour assurer leur sécurité. Mais, dans les pays d'accueil où ces personnes espèrent pouvoir faire valoir leurs droits, les discriminations s'ajoutent: aux étiquettes liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre se rajoutent celles d'étranger-e, de migrant-e... Dans les centres d'accueil des réfugié-es, les personnes LGTBQI+ ne se sentent pas toujours en sécurité et les centres d'hébergement pour les personnes LGTBQI+ ne connaissent pas forcément les problématiques des demandeur-ses d'asile... L'ASBL Le Refuge s'est engagée dans le projet RainboWelcome qui vise à traiter cette population dans une approche intersectionnelle pour mieux répondre à leurs besoins.



*Émilie: «C'est une photo que la NASA a pris le jour de ma naissance. J'aime bien l'astronomie. J'ai étudié les sciences, ce que je préfère c'est la chimie et l'astrophysique. J'aime apprendre tous les jours. Le pendentif, c'est pour le côté plus religieux et spirituel. C'est un symbole de protection qui m'accompagne au quotidien.»*

en parler. À ce propos, Fanny Laurent raconte: «dans les entretiens, un jeune homme a expliqué qu'il trouvait injuste que pour une fille ce soit plus facile de trouver un mec qui va l'héberger en échange de sexe que pour les garçons pour qui c'est plus difficile de trouver l'aide équivalente auprès d'une femme. J'ai croisé une jeune fille qui à 13 ans se prostituait déjà. Et ce n'était pas pour du fric, c'est parce qu'elle trouvait ça cool. Mais elle avait 13 ans.»

Les jeunes et les intervenant-es sociaux identifient clairement que l'échange économique-sexuel est une manière d'éviter la rue pour les jeunes filles - et les femmes en général - puisqu'être femme est un facteur de vulnérabilité. Les nombreuses formes de violences sexuelles vécues dans l'errance engendrent des traumatismes qui s'ajoutent à ceux liés aux violences qui ont déjà souvent été subies en famille.

### Santé gynécologique

D'un point de vue économique, les jeunes filles subissent la précarité menstruelle. Elles doivent se procurer des protections hygiéniques et trouver des espaces d'intimité dans un contexte de rue où ce n'est pas évident. Par ailleurs, le manque de sommeil, le stress, l'instabilité ont un impact sur le système hormonal. Pour de nombreuses filles en situation d'errance, les règles deviennent irrégulières, les variations hormonales peuvent aussi conduire à l'aménorrhée. Prendre une pilule contraceptive dans un quotidien trop instable n'est pas une solution adaptée, et il faut acheter les boîtes... Sans contrôle sur leur cycle menstruel, et avec des rapports qui ne sont pas toujours protégés, pour les jeunes filles en errance la question des interruptions de grossesse se pose fréquemment. Pour certaines, elles mettent longtemps à prendre conscience de leur grossesse et quand le



filles font en sorte d'éviter de se trouver en rue, et quand elles y sont, elles se rendent les plus invisibles possible pour assurer leur sécurité, garantir leur intégrité physique. Elles se sentent plus faibles que les garçons, moins à même de se battre ou de courir en cas d'urgence. Une jeune fille raconte que pour se camoufler et afin d'éviter les problèmes lors de nuits passées dehors, elle s'est habillée en homme.

La solidarité serait plus grande envers les jeunes filles car elles sont considérées comme plus vulnérables, et elles trouvent plus facilement des solutions de type «couch surfing». Les structures d'aide ont tendance à se mobiliser plus vite: s'il faut faire une priorité, une jeune fille trouvera potentiellement plus vite une place. Mais, dans son étude sur les jeunes femmes de la rue au Canada<sup>5</sup>, Catherine Flynn relève la présence de violences structurelles basées sur le sexisme et l'âgisme. Fanny Laurent témoigne que de son point de vue, «on commence seulement à inclure les questions de genre dans le travail social, notamment sur les raisons de l'errance et les manières d'en

sortir qui ne vont pas être les mêmes pour les filles ou pour garçons». La prise en charge est plus rapide mais est-elle toujours adaptée aux besoins des jeunes filles?

1. Blogie, E., «Sans-abrisme au féminin: sortir de l'invisibilité». Rapport d'étude, l'Ilot ASBL.
2. De Muylder, Bénédicte; Wagener, Martin. *L'errance racontée par les jeunes*. In: *Pauvreté*, Vol. 26, no.1, p. 1-36 (2020).
3. S. Zemni, Casier, M., Peene, N., de Bock, L., «Étude des facteurs limitant la liberté de choix d'un partenaire dans les groupes de population d'origine étrangère en Belgique». Centre for Islam in Europe.
4. Institut pour l'égalité des femmes et des hommes: Étude sur les mariages forcés en Région de Bruxelles-Capitale (2013). [https://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/violence/mariage\\_force](https://igvm-iefh.belgium.be/fr/activites/violence/mariage_force)
5. FLYNN C., DAMANT D., LESSARD G., 2015, *Projet Dauphine: Laisser la parole aux jeunes femmes de la rue et agir ensemble pour lutter contre la violence structurelle par le biais de la recherche-action participative*, *Recherches féministes*, 28, 2, 53-80.

## Les étudiant·es et la précarité du logement

Pour de nombreux étudiant·es, trouver un logement relève du parcours du combattant.

Parmi elleux, une partie doit subvenir seul·es à ses besoins, notamment dans des cas de rupture familiale. La première difficulté arrive quand les propriétaires exigent que les parents se portent garants ou qu'ils co-signent le bail...

Celleux qui reçoivent l'aide du CPAS se voient souvent refuser la location d'un bien: de nombreux propriétaires associent l'aide sociale au non-paiement de loyers. La domiciliation est nécessaire pour bénéficier du revenu d'insertion sociale, ce que les propriétaires refusent généralement dans les kots, car les règles de fin de bail dans une résidence principale protègent mieux les locataires... Cette situation est à l'avantage de certains propriétaires peu scrupuleux qui profitent des difficultés rencontrées par ces étudiant·es pour leur louer des logements mal équipés, voire insalubres et à des prix, malgré tout, élevés, ce qui correspond à la catégorie des «logements inadéquats» de la grille Ethos.

*Note: La grille Ethos (European Typology on Homelessness and housing exclusion) est une typologie de l'exclusion liée au logement, développée par la FEANTSA, Fédération européenne d'Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri.*

### Et pour les étudiant·es étranger·es?

Beaucoup de jeunes qui arrivent en Belgique pour leurs études n'ont pas de logement. Ielles atterrissent souvent dans une auberge de jeunesse et ont deux semaines pour trouver une location. Pour que leur séjour soit régulier, ielles doivent être domicilié·es. Dans leur recherche de logement, ielles se retrouvent souvent confronté·es au racisme et à la discrimination. Les propriétaires peuvent les refuser à cause d'un accent étranger au téléphone, ou se montrer craintifs: des loyers impayés par une personne étrangère seront plus difficiles à récupérer. Louer leur bien à un·e belge leur paraît moins risqué.

Par ailleurs, la pandémie a accentué la précarité et les difficultés liées au logement pour les étudiant·es. Beaucoup ont perdu leur job, qui leur assurait un revenu et de quoi payer leur loyer.

Informations collectées auprès de Stéphanie Bardieue du centre Infor Jeunes de Mons.

délaï est dépassé, c'est trop tard pour avoir recours à une IVG. Quand c'est leur souhait et qu'elles sont encore dans les délais, elles peuvent se tourner vers les plannings familiaux. Mais l'accès est parfois compliqué: souvent pour des raisons de papiers, parce que pour les jeunes en errance il est plus difficile de se rendre à un rendez-vous, ou parce que la mutuelle n'est pas en ordre.

Une grossesse peut ouvrir des droits aux jeunes filles en errance: en théorie le revenu d'insertion sociale est accordé à la majorité, mais la grossesse peut faire l'objet d'une dérogation. La plupart du temps, elles trouveront une place dans les maisons maternelles, et la maternité peut ainsi avoir une fonction de stabilisation pour certaines de ces jeunes mères, qui souvent feront tout pour assurer la meilleure vie possible à leur enfant.

### Être invisible

«On a l'impression qu'elles sont moins nombreuses que les garçons parce qu'on les voit moins. Mais quand on regarde les chiffres chez SOS jeunes ou Abaka, on voit qu'on est presque sur du 50/50!» La plupart des jeunes

Annabelle Locks, étudiante à la FOPES (Faculté ouverte de politique économique et sociale)

# Leur place n'est pas à la rue!

Plongée dans le quotidien d'une association de terrain avec Yann Descendre, coordinateur pour la structure Abaka à Bruxelles.

**Éduquer:** Quelle est la mission d'Abaka?

**Yann Descendre:** Abaka est un lieu destiné aux mineur·es; l'hébergement y est prévu pour une semaine, renouvelable une fois, sachant qu'il est possible d'y revenir. Des jeunes ont fait une vingtaine de séjours chez nous, certain·es en font trois, quatre par an, ce qui n'est pas bon signe... En 2020, on a eu 180 jeunes dont 130 qui ont dormi ici au moins une nuit. Elles ont entre 12 et 18 ans, c'est lié à l'agrément et ça a du sens je trouve, bien qu'il y ait un vrai manque pour les 18-25 ans. On peut prolonger l'accompagnement jusqu'à 22 ans révolus si on a connu le jeune avant sa majorité. Si le jeune arrive après 18 ans, on a un devoir de réorientation: on lui trouve un service qui lui convient, mais ce n'est pas de l'accompagnement. Dans notre façon de travailler, l'hébergement est un outil. Deux semaines c'est court, et si c'est vu comme une fin en soi, ça peut être très violent. Donc on héberge des jeunes pour travailler quelque chose avec elleux. Après de nombreuses ruptures dans leur parcours, on a souvent l'impression qu'elles sont orphelin·es, comme s'il n'y avait pas de parents... alors qu'il y a des parents! On pense qu'il y a un nœud à ce niveau-là et on travaille la crise. Le travail qu'on fait avec les familles nous différencie des autres services. Pour héberger un·e jeune ici, on est obligé d'avoir l'accord parental, sans quoi ce serait l'équivalent d'un kidnapping. À chaque fois on a un·e responsable légal·e à contacter, même quand le·la jeune est suivi·e par un·e juge ou par le SPJ<sup>1</sup>. Quand il n'y a plus de parents parce qu'ils sont décédés ou parce qu'ils sont déchus, on demande l'accord à un·e tuteur·trice qui a été nommé·e. Donc chaque jeune a une personne responsable jusqu'à ses 18 ans. C'est important à avoir en tête: ce ne sont pas juste des jeunes à la rue. Non, il y a quelqu'un qui est responsable.

**Éduquer:** On parle du «triangle d'or» dont Abaka, SOS jeunes (Bruxelles) et le Point Jaune (Charleroi) seraient les trois angles, de quoi s'agit-il?

**Y.D.:** On est les trois centres d'hébergement

pour jeunes non mandatés<sup>2</sup> en Belgique francophone. On a un public en commun, des jeunes qui se sont fait virer partout, dont les institutions mandatées ne veulent plus. Il faut dire que certain·es ne sont pas évident·es à encadrer, mais leur place n'est pas à la rue! Pour certain·es, la rue peut être un passage, d'autres y sont tout le temps. Elles disent parfois que c'est un choix mais je ne le crois pas. C'est plutôt: «Je ne veux pas de ça donc je vais à la rue». Pour cette part de jeunes qui sont appelé·es les «incasables», et je n'aime pas ce mot, le «triangle d'or» devient le triangle des Bermudes quand les instances ne proposent plus rien. Quand il n'y a plus de solution pour elleux, alors elles se mettent à naviguer entre les 3 services: deux semaines chez nous, trois jours au Point Jaune, trois jours chez SOS jeunes, puis à nouveau deux semaines chez nous...

**Éduquer:** On tombe communément sur ce genre de formule: «les institutions d'aide à la jeunesse sont démissionnaires», qu'en pensez-vous?

**Y.D.:** Il y a de ça. Par exemple, je trouve que dans l'aide à la jeunesse, le travail avec les familles n'est pas assez fait. Parce que c'est compliqué de travailler avec des parents, surtout quand on sait qu'ils ont fait des choses moches. Dans le décret, il est écrit que ce n'est pas forcément le retour en famille qui doit être travaillé, mais la relation, et je trouve que ce n'est pas assez fait. Mais, pour prendre la défense des institutions, certains jeunes sont très difficiles à prendre en charge, elles peuvent tout faire péter. Peut-être parce que ces institutions ne sont pas assez humaines... C'est une réalité et le mouvement est double: les institutions ne veulent plus d'elleux et elleux ne veulent plus des institutions.

**Éduquer:** SOS Jeune et Point jaune aussi accueillent des jeunes jusqu'à 18 ans maximum?

**Y.D.:** Oui. Après il y a @Home, le projet des Petits riens pour les 18-24 ans. Mais ce n'est que pour des jeunes hommes. Ça convient très bien à certains, mais pas forcément pour les jeunes dits en errance, souvent quand on les oriente là-bas,



**Kim:** «Ce persil n'est pas parfait, mais il réussit à vivre. Je le trouve beau, avec ce vert clair, avec le texte à côté. C'est comme la vie, belle et imparfaite. Il me rappelle aussi le premier plat que j'ai appris à cuisiner, une spécialité géorgienne avec de la viande. J'adore cuisiner. Sur tous les plats que je fais, je mets du persil dessus. C'est la base. Les boutons étaient sur une de mes robes préférées. Je les ai toujours avec moi. J'adore la couture, les créations. J'en faisais avec ma grand-mère: elle m'a appris à coudre et à reprendre les trous. Je m'étais fait une robe en satin pour un nouvel-an, et des chaussettes en tricot pour un bébé qui venait de naître. Un jour j'ai voulu essayer le basket-ball. J'ai lancé la balle et j'ai raté le panier. J'allais faire demi-tour en pensant «je n'y arrive pas». Et en fait je me suis dit «il faut recommencer jusqu'à ce que j'y arrive». A la fin je faisais que marquer. Depuis ce jour-là, j'ai appris que je peux tout réussir malgré les difficultés. On réussira malgré le temps que ça peut prendre. L'eye-liner c'est pareil: je l'ai toujours avec moi même si je sais pas en mettre. J'ai regardé des tutos, c'est pas encore parfait mais petit à petit je réussis. Le but c'est pas d'avoir de l'eye liner sur les yeux, juste de réussir à en mettre. Parce que ce que j'aime c'est la simplicité. Je ne porte que du mascara. J'aime être naturelle.»

ils tiennent deux jours. Nous on a une pratique bas seuil. Si un jeune arrive systématiquement en retard aux rendez-vous, on va plutôt fixer une plage horaire. Ou bien, dès qu'il est là on se mobilise: il faut bosser avec lui quand il est là. Après, pour rentrer ici, ça peut se faire sur un simple coup de fil s'il y a une urgence, mais l'entrée classique se fait par un entretien d'une heure. Chez SOS jeunes et Point Jaune, un-e mineur-e peut être hébergé-e sur un simple coup de fil.

**Éduquer:** Une flexibilité que n'ont pas les institutions, et dont certain-es jeunes ont pourtant besoin?

**Y.D:** Exactement. Et ça c'est la pratique du bas seuil qui se joue dans les règles mises en place pour ne pas les expulser. On est dans une philosophie de non-renvoi. Ça ne veut pas dire qu'on ne met pas fin à des hébergements, mais on ne met jamais fin à l'accompagnement. Parfois on doit arrêter quand c'est trop dangereux pour le jeune et pour les autres, voire pour les éducateurs-trices. En cas de décompensation, ou lorsqu'il y a un jeune qui est vraiment dans la défonce et qui peut être violent... on arrête pendant un temps et il peut revenir si ça va mieux. Pour la décompensation ça

nous arrive parfois d'avoir recours à la procédure Nixon (ndlr: procédure légale pour contraindre quelqu'un à être hospitalisé en unité de soins psychiatriques), lorsqu'on n'a vraiment pas le choix... pour assurer leur sécurité et celle des autres. C'est dur à faire, mais on a le devoir de faire ça. Dans certains cas on doit apporter du soin psychiatrique. Je me souviens d'un jeune qu'on connaissait depuis ses 12 ans et là il en avait 16, il avait fait l'IPPJ et ça l'avait complètement ravagé. Quand il est arrivé chez nous, il se prenait pour Batman. Il était Batman, et lorsqu'il était dehors, on avait peur pour lui... C'est dans une logique de protection qu'on le fait et c'est très rare. Quand on met fin à des séjours parce qu'il y a eu de la violence, c'est symbolique: on cherche des solutions avec SOS jeunes, Point Jaune, ou chez les familles, les amis. À l'époque, on travaillait avec le squat 123 qui a fermé. Cela convenait très bien à certain-es jeunes qui y sont allés. Le ou la jeune peut revenir 2 jours plus tard et on reprend le travail avec lui ou elle.

**Éduquer:** Contrairement à d'autres lieux, votre public est mixte, dans les accompagnements, avez-vous une approche genrée?

**Y.D:** Pas forcément parce qu'on a une

approche individuelle. Et même entre deux jeunes femmes ou deux jeunes hommes ou deux jeunes transgenres, ce ne sera pas le même accompagnement. Alors effectivement, on est plus inquiet de voir une jeune fille à la rue qu'un jeune homme. C'est peut-être un tort de notre part, puisqu'on se rend compte qu'il y a des jeunes hommes aussi qui se prostituent pour avoir un hébergement, notamment des jeunes migrants qui pendant leur parcours se prostituent avec des hommes. Peut-être qu'ils le disent moins, ou que nous, on y pense moins, c'est peut-être plus honteux, je me pose la question. On a moins ces discussions avec eux qu'avec les jeunes filles. Mais j'ai l'impression qu'on pense qu'une jeune est plus en danger qu'un jeune. C'est peut-être plus comme ça qu'on le fait mais c'est pas forcément théorisé ou réfléchi, c'est plus instinctif.

**Éduquer:** Et il y a peu de littérature et de chiffres sur le sujet. Revenons au travail que vous faites au niveau de la réaffiliation des jeunes et du lien avec les familles...

**Y.D:** L'objectif n'est pas forcément qu'ils retournent en famille, ça peut l'être par moment, quand c'est possible. L'idée, s'il y a eu rupture, c'est de recréer du lien. S'il y a un gros conflit, c'est d'éviter la rupture totale. C'est recréer une nouvelle forme de relation parent-enfant qui peut se faire sous différentes modalités. On travaille avec le courant systémique et ça se fait lors de rendez-vous qu'on appelle les «moments thérapeutiques». On a déjà vu des choses bien évoluer en cinq à dix entretiens d'une heure. Parfois, au début, les jeunes et les familles ne veulent pas se voir. Dans ce cas l'hébergement permet l'apaisement. Dans la logique de crise, on travaille en deux temps, d'abord l'apaisement: le jeune souffle, la famille souffle aussi, ça fait du bien à tout le monde! Et après seulement, on peut faire un travail par les entretiens sans que ce soit Bagdad ici. Généralement, le sentiment d'urgence et de conflit s'apaise entre 4 et 7 jours à peu près. C'est un peu schématique, parfois ça ne s'apaise jamais. En entretien avec les familles, ça peut être difficile d'être en empathie avec les parents, comme un papa qui a mis des coups de ceinture. Autant tu rentres facilement en empathie avec le jeune qui est victime de violences, autant le bourreau...

**Éduquer:** Qui a aussi, peut-être, été victime de violences...

**Y.D:** Tout à fait, mais parfois sur le mo-

ment il peut être infâme et il faut pouvoir dépasser ça. Être empathique ne veut pas dire accepter les violences. Certaines familles qui ont grandi avec des coups pensent que c'est comme ça qu'on apprend. Pour eux c'est ça être un bon parent, mettre des limites, mettre des coups. C'est ça, ce qu'on doit déconstruire. Ils essaient d'être des bons parents, même s'ils le font très mal. Ce n'est pas facile, tu te dis «les parents tapent les enfants, on doit protéger les enfants de ces salauds de parents!» Mais ça, ça peut faire rupture, et c'est justement ce qu'on essaie d'éviter.

**Éduquer:** Il y a des mécanismes chez les jeunes pour protéger leurs parents, et qui les mettent continuellement en échec, pouvez-vous nous expliquer?

**Y.D:** Parfois, certains jeunes vont être particulièrement difficiles, et vont dire «Regardez, même vous, vous n'y arrivez pas, donc le problème, ce n'est pas mes parents, puisque dans l'institution ça se passe très mal aussi!» Et si ce processus-là n'est pas travaillé, le jeune peut continuellement faire tout péter, par loyauté vis-à-vis de ses parents. En disant «le problème, c'est moi», ou «c'est le système», il sauve l'image qu'il a de ses parents.

Dans certaines situations on pense qu'il doit faire un deuil familial, faire le deuil du papa ou de la maman rêvé-e, il doit donc se rendre compte... Ça doit passer éventuellement par vivre ensemble pendant un temps ou faire des entretiens, passer du temps ensemble pour qu'il puisse l'admettre et en faire quelque chose. Et s'il a compris ça, il peut tourner la page et passer à autre chose. Mais s'il reste dans le fantasme d'un papa idéal que le système lui a arraché de façon totalement injuste, il peut recréer les mécanismes qui le maintiennent dans une dynamique de conflit problématique...

**Éduquer:** Il y a aussi les relations avec l'école, qui est obligatoire jusqu'à 18 ans... Pour les jeunes mineur-es en errance comment travaille-t-on sur cet axe, du droit à l'éducation?

**Y.D:** C'est une obligation légale, on le rappelle aux jeunes parce que c'est important, mais bien souvent pour eux ce n'est pas la priorité. Quand on te dit «Yann, je veux bien aller à l'école, mais moi je sais pas où je dors ce soir», on trouve d'abord un logement, et après on s'occupera de l'école. On l'a en tête, mais ce n'est pas la première chose qu'on travaille: comment veux-tu al-

ler apprendre, quand ton besoin de sécurité n'est pas satisfait? C'est impossible... On ne peut pas envoyer un gamin à l'école alors qu'il n'a pas de lieu de vie, ce serait maltraitant. Oui, l'école permet de s'insérer dans la société, mais déjà faut-il avoir un logement.

**Éduquer:** Y a-t-il des outils spécifiques dont vous aimeriez parler et qui seraient à développer?

**Y.D:** Il y a un projet lié à l'autonomie qu'on aimerait développer et dont on a déjà parlé. On a des logements à prix modérés, de beaux apparts. Ça fonctionne et, encore une fois, on le fait avec l'accompagnement familial, c'est un outil en plus. Ce sont des conventions qui peuvent aller jusqu'à 1 an et demi, dans l'idée de remettre le jeune dans le logement avec un bail classique ensuite, et de remettre la famille dans la situation. Nous les invitons par exemple à participer à l'installation de leur enfant: amener des rideaux, de la vaisselle, ce qu'ils peuvent avec les moyens qu'ils ont.

Des projets, on en a plein mais un qui me tient à cœur c'est le projet «Itinérance». On s'est dit «on va aller errer avec les jeunes» mais de façon organisée! C'est plutôt des treks avec sac à dos, on a fait ça il y a deux ans. Ils sont partis de Bretagne jusqu'à Marseille, à pied, en train, etc. Bon, avec des jeunes comme ça c'est compliqué à gérer, mais ce qui est frappant, c'est que parmi ces jeunes-là, maintenant l'un fait du «wwoofing<sup>3</sup>» dans le sud de la France, et un autre est parti faire son service citoyen quelque part en Europe. Ici, ils étaient vus comme des «clodos» ou des jeunes drogués, et là c'est comme si c'était une errance socialement acceptable. Ils vont faire des expériences ailleurs, c'est très bien, c'est une autre manière d'appréhender le phénomène, de le rendre positif.

1. Service de protection de la jeunesse.
2. Qui ne travaillent pas sur mandat d'une autorité chargée de l'aide ou de la protection de la jeunesse, c'est-à-dire du SAJ (Service d'aide à la jeunesse) ou du SPJ (Service de la protection de la jeunesse), qui est chargé de mettre en œuvre les décisions du Tribunal de la jeunesse.
3. Le Wwoof est un réseau de fermes biologiques où en échange du gîte et du couvert, les woofers participent à la vie de la ferme.

## Le projet PACTE

Après Fleuves Grandeur Nature et Conscience numérique durable, la Ligue de l'Enseignement lance le projet PACTE, en collaboration avec les associations française et italienne, La Ligue 42 et Mille e una Notte.



L'objectif du projet PACTE, co-financé par l'Union Européenne, est de développer des outils éducatifs, gratuits et disponibles aux publics scolaires. L'intérêt réside dans la mise en action de l'apprenant-e en le/la sensibilisant à agir individuellement et collectivement afin de lutter contre la dégradation de l'environnement. L'intérêt de la conception de ressources pédagogiques naît d'une problématique actuelle et de terrain: «71% des enseignant-es affirme que le développement durable en matière environnementale est considéré comme «pas du tout» à «modérément» abordé, mais également que «le manque de formation et de ressources constitue le principal obstacle qui empêche les enseignants d'inclure le sujet dans leurs cours».

Les ressources proposées par le projet PACTE sont à destination d'enfants de 9 à 12 ans. Le dispositif se présente sous format «malle pédagogique» centré sur six thématiques: l'écocitoyenneté, la santé et l'environnement, la biodiversité, la consommation et la production responsable, le climat, l'eau. Chacun des thèmes est abordé à l'aide d'animations et d'outils, de ressources en ligne et de posters pédagogiques.

Le monde de l'enseignement endosse un rôle dominant dans la sensibilisation au dérèglement climatique. Afin de canaliser les catastrophes annoncées par la communauté scientifique, chaque

acteur et actrice de la société d'aujourd'hui et de demain doit en comprendre les enjeux. Dans cette perspective, il est essentiel que l'éducation à l'environnement, en concordance avec les objectifs de Développement Durable de L'ONU, soit assistée et étendue partout et pour toutes et tous. Le projet PACTE est conçu pour faciliter la transition de cette problématique mondiale en proposant aux enseignant-es une méthodologie adaptée à leurs élèves, avec des ressources de qualité et des outils prêts à l'emploi. Dans cette optique, il est question de vulgariser des notions parfois complexes, de faciliter le travail des éducateur-trices en apportant une malle ludique et opérationnelle, et de démocratiser les ressources en proposant un matériel gratuit et accessible librement.

Infos: [www.ligue-enseignement.be](http://www.ligue-enseignement.be)

# La vie est-elle un miracle?

Quel point commun entre des personnes qui se rencontrent pour former un groupe, des pièces mécaniques assemblées en un avion, et les réactions chimiques du vivant? Il s'agit dans tous le cas d'éléments simples formant une structure complexe, et les deux premiers exemples nous aideront à comprendre les origines de la vie.

## Rencontres probables et improbables

Vous vous promenez en ville, vous arrivez sur une place dans votre quartier. D'en face, vient une amie, vous la saluez en passant. Rien de plus classique; cela arrive à presque tout le monde, plusieurs fois par semaine peut-être.

Deuxième fait: vous arrivez sur cette place, et voilà que vous rencontrez deux personnes amies qui se connaissent entre elles, mais ne sont pas arrivées de deux directions différentes. Donc, trois personnes qui se connaissent convergent au même point au même moment, sans concertation préalable. Cela vous est-il déjà arrivé? Rarement, sans doute. Personnellement, moins d'une fois par an.

Troisième événement: quatre personnes qui se connaissent entre elles convergent au même point au même moment, toujours sans concertation bien sûr. Quelle incroyable coïncidence! Un tel phénomène ne survient presque jamais dans une vie.

Enfin, imaginons l'événement suivant: cent personnes se connaissant entre elles, par exemple des choristes, se rencontrent toutes ensemble quelque part, place du Miroir à Jette en chantant un air polyphonique. Incroyable, n'est-ce pas? Vous pensez: «Si on fait le calcul, on s'aperçoit que c'est totalement impossible par hasard. La cheffe de chœur a dû tout organiser».

## Une tornade qui crée un Boeing 747

Donc, un grand nombre d'éléments qui font émerger une structure complexe, cela ne peut se faire au hasard! Cette conclusion, transposons-la à la chimie du vivant, et nous obtenons cette phrase de bon sens: «La formation de la première cellule vivante à partir de ses constituants ne peut être due au hasard».

En effet, la plus petite bactérie contient un nombre immense de molécules (des milliers de

milliards: eau, sels, protéines, lipides, etc.) fonctionnant dans un réseau incroyablement complexe d'échanges et de contrôles, que la science commence à peine à seulement décrire. Comment autant de constituants ont-ils pu un beau jour se retrouver pour former un être vivant capable de s'alimenter, se reproduire? Il s'agit là d'un miracle<sup>1</sup> encore bien plus improbable que notre chorale spontanée sur une place, qui ne demandait que cent protagonistes! Comme l'a exprimé le cosmologiste britannique F. Hoyle, la probabilité qu'une cellule apparaisse à partir de ses constituants séparés est comparable à celle qu'une «tornade balayant une décharge publique assemble un Boeing 747»<sup>2</sup>.

## L'étonnement de Crick

Dans le livre *Dieu, la Science, les Preuves*<sup>3</sup>, un ouvrage récent se présentant comme sérieux et scientifique, «aboutissement d'un travail de recherche de plus de 3 ans, mené avec l'aide de 20 spécialistes»<sup>4</sup>, les auteurs présentent différents arguments prouvant selon eux l'existence d'une intelligence supérieure transcendante, qu'ils nomment «dieu créateur». Pour éclairer cette «question qui se pose dans des termes complètement nouveaux»<sup>5</sup>, les auteurs n'examinent malheureusement pas d'article scientifique<sup>6</sup>, mais revisitent de façon originale l'histoire des sciences à la lumière de leur conviction. Au chapitre consacré à la vie, les auteurs présentent différentes variations sur le thème «tornade et Boeing» (parfois, c'est un Airbus!), sous la forme de phrases de scientifiques et philosophes. Dans cette longue série de citations, on trouve pêle-mêle celles de personnes intelligentes mais non compétentes - philosophes, paléontologues, médecins-, des aveux d'ignorance certes, mais sans référence à un dieu créateur (les auteurs citent Morowitz, un

farouche anti-crétionniste, qui se retournerait dans sa tombe!), des raisonnements tronqués, sortis de leur contexte. Restent, une fois ce tri effectué, certaines phrases de biologistes évoquant un «dessein intelligent» ou «un miracle». Crick<sup>7</sup> dit par exemple son émerveillement en ces termes: «Un honnête homme armé de tout le savoir à notre portée aujourd'hui se devrait d'affirmer que l'origine de la vie paraît actuellement tenir du miracle, tant il y a de conditions à réunir pour la mettre en œuvre<sup>8</sup>».

Et les auteurs de conclure: les atomes formant la première cellule n'ont pas suivi les lois de la physique ordinaire. L'émergence de la vie représente donc, au sens littéral du terme, un miracle. Par conséquent, il existe une «Grande Cheffe de Chœur Cosmique», que les auteurs nomment (au masculin) «dieu créateur».

## Une autre vision de la vie

Il est dommage que les auteurs du précédent livre, au lieu d'opinions de scientifiques, n'aient pas cité des travaux scientifiques. Et dommage aussi que ces opinions soient souvent datées (Crick, par exemple, parle en 1981 et n'exclut nullement que la science du futur parviendra à élucider le mystère). En s'intéressant aux travaux les plus récents, ils nous auraient livré une toute autre vision des choses.

Dans le superbe livre *The Origin and Nature of Life on Earth*<sup>9</sup>, par exemple, deux scientifiques spécialisés dans ce domaine présentent l'état des connaissances scientifiques sur l'apparition de la vie au voisinage des «événements hydrothermaux», ces étonnantes sources chaudes découvertes au fond des océans dans les années 70. Convoquant de nombreuses disciplines (géochimie, biochimie, microbiologie, etc.), cet ouvrage synthétisant plus de 900 articles scientifiques propose une vision de l'apparition de la vie totalement à l'opposé de celle des tenants du «dessein intelligent» ou du «miracle». Pour la science actuelle, la vie a émergé suite à des événements physiquement probables, de façon déterministe. La première cellule vivante n'apparut pas tout à coup «clés en main», mais pas à pas, par intégration successives de plusieurs sous-unités intermédiaires après des millions d'années d'évolution. La vie suit les lois de la physique, et n'a pas besoin de miracle ni de «Grand Horloger» pour exister.

## Une chorale en vacances

Pour comprendre cette nouvelle vision de



la vie, reprenons l'analogie de la chorale: comment cent artistes peuvent-elles se retrouver sur une place et improviser un spectacle ensemble? Quel autre scénario que: «La Grande Cheffe a tout organisé»?

Au moins un, et le voici. Les choristes, initialement solitaires, se promènent au hasard en ville avec beaucoup de temps libre, de l'argent en poche pour manger et dormir. Elles peuvent chanter autant qu'elles veulent, et se joindre à d'autres choristes en cas de rencontre. À force d'errance, des rencontres simples ont lieu. Mais, au lieu de passer leur chemin, les deux personnes qui se sont rencontrées continuent ensemble. Sur une des paires ainsi formées se greffera encore une autre artiste, ou une autre paire, et ainsi de suite. Donc vont se constituer, uniquement par des rencontres simples impliquant deux entités, de petits groupes de quatre, cinq, dix personnes. Ces groupes chantent dans la rue, améliorent leur technique vocale, peut-être excluent-ils les personnes préférant ne pas s'associer ou n'ayant pas de talent suffisant (nos choristes sont un peu élitistes, c'est ainsi), peut-être adoptent-ils de nouvelles recrues prometteuses; ces groupes évoluent au gré des rencontres. Y a-t-il un projet? Non, aucun but précis. L'important est d'improviser, d'évoluer, de se grouper. Aucun souci du lendemain: l'argent de poche permet de se payer le gîte et le couvert.

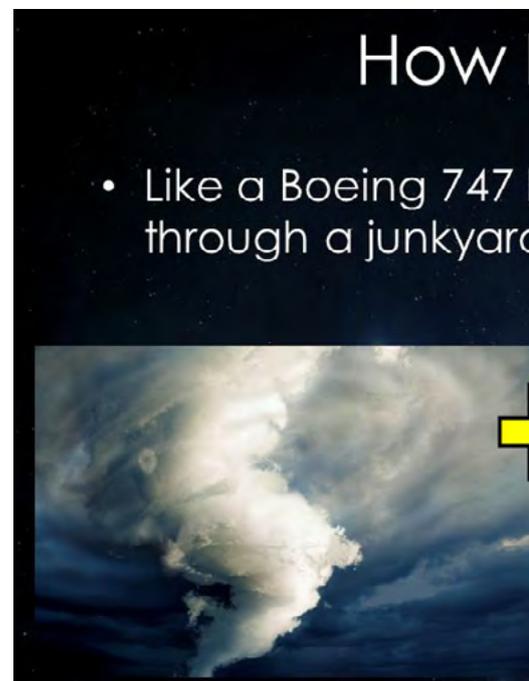
Au bout de plusieurs jours, ou mois, ou années, peu importe, a lieu cet événement: un jour a lieu la dernière rencontre. Par exemple, un groupe de quarante et un autre de soixante se retrouvent et improvisent un chant sur une place quelque part à Evere, Anderlecht ou Jette. Une personne assistant à cet instant magique pourrait avoir l'impression d'un événement organisé, mais ce n'est pas le cas! *En effet, ces cent personnes se sont bel et bien retrouvées par la seule action du hasard et d'affinités, sans plan, mais à l'issue d'un long processus évolutif et non d'un événement simultané.*

L'analogie s'apparente à un conte de fées, mais ressemble au scénario tel que le propose la science. Les choristes errant à Bruxelles jouent le rôle des composants élémentaires (molécules ou atomes) du vivant, dissous dans l'océan et soumis aux lois de la physique, qui autorisent certaines liaisons entre molécules dans certaines conditions. La structure complexe finale (le chant polyphonique émergeant du groupe final) représente la première cellule vivante.

Voyons en détail les correspondances révélées par notre analogie.

## La chimie improvise, la vie apparaît

1. Dans le scénario de la chorale, on assiste à des dizaines de rencontres simples (entre deux entités) résultant d'affinités musicales et amicales. Or cinquante rencontres simples sont un scénario beaucoup plus convaincant (car beaucoup plus probable) qu'une unique rencontre à cent personnes<sup>10</sup>. De même, en chimie, les réactions simples ont lieu entre deux entités, par les lois de la physique. Une succession de millions de réactions simples reste parfaitement plausible, si on a le temps, alors que la rencontre instantanée de mille milliards de molécules ne peut s'envisager, même avec des milliards d'années devant soi.
2. Des sous-groupes viables et robustes se forment, et perdurent longtemps avant de s'incorporer dans le groupe final. De même, des structures pré-biotiques robustes ont existé (comme certaines réactions chimiques auto-entretenues, ancêtres du métabolisme du vivant, ou des premiers assemblages d'acides aminés), et ont perduré longtemps avant d'être incorporées dans une cellule.
3. Les sous-groupes évoluent (amélioration du répertoire, exclusion des musiciens sans talent ou sans motivation, recrutement de nouvelles personnes intéressées dans la rue) indépendamment les uns des autres. De même, avant la première cellule, des mécanismes d'évolution chimique ont eu lieu: les lois de la physique ont privilégié les structures et les réactions chimiques les plus efficaces en termes d'énergie, de rendement.
4. Nos choristes commencent déjà à produire de la musique intéressante dès les premières rencontres; les structures complexes n'émergent pas soudainement seulement lorsque les cent personnes sont réunies. De même, les mécanismes pré-biotiques présentaient une complexité notable, qui les placent «à mi-chemin» entre le non-vivant et le vivant. Il n'y a pas de frontière parfaitement nette entre l'a-biotique et la vie<sup>11</sup>.
5. Les musiciennes improvisent sans but. Géographiquement, elles errent au hasard dans la rue, selon leur humeur du moment, les rencontres; artistiquement, elles inventent sans base préalable, obéissant juste à quelques notions élémentaires de musique. De même, les molécules et les structures moléculaires errent dans l'eau selon les courants, les variations de pression, etc. Chimiquement, elles



ne suivent aucun plan préétabli, mais obéissent aux lois de la physique. La chorale apparaît suite à des rencontres aléatoires et des mécanismes d'évolution des sous-groupes; la vie apparaît suite à des rencontres aléatoires et des mécanismes d'évolution des structures pré-biotiques.

6. Les sous-groupes ont de l'argent, qui leur permet de perdurer et évoluer. De même, les structures pré-biotiques ont bénéficié d'apports d'énergie disponibles autour des événements hydrothermaux<sup>12</sup>, qui leur ont permis de perdurer et d'évoluer.
7. Enfin, les artistes disposent de temps pour se rencontrer: des années avant de former un groupe complet, en passant par des étapes de sous-groupes déjà actifs musicalement. La vie a également disposé de temps: des dizaines de millions d'années d'«improvisation chimique» avant de former une cellule, en passant par des milliers d'étapes de structures complexes.

## Les dangers de l'analogie

Toutes ces clés de compréhension manquent dans l'analogie du Boeing, basée sur la biologie des années 60. Cette tornade passant rapidement sur la ferraille ne laisse pas imaginer un phénomène progressif. Elle ne laisse pas la possibilité d'attraction physique entre différents débris, alors que l'attraction entre molécules est la base de la chimie. Elle ne permet pas d'imaginer que les sous-unités de l'avion (aileron, hublot) évoluent petit à petit l'une indépen-

# likely would this be?

being assembled by a tornado blowing

d



damment de l'autre, tout simplement car cela n'a pas de sens d'imaginer un hublot qui se modifie tout seul dans une tornade. Elle laisse sous-entendre que la tornade doit suivre un plan, puisqu'elle fabrique un objet déjà bien connu et dessiné par l'entreprise Boeing. Comparer la vie à un avion induit donc automatiquement l'idée d'un créateur, puisque l'avion a été créé par les humains.

Stérile et fallacieuse, l'analogie du Boeing bloque la pensée sur un mécanisme de croissance de complexité complètement improbable. Elle empêche d'imaginer la croissance progressive, modulaire, évolutive, qui a eu lieu durant des millions d'années en certains lieux des fonds marins. Un mode de croissance qui n'a rien à voir avec le travail d'ingénieurs en aéronautique. En somme, si l'analogie de l'avion manque les spécificités de l'apparition de la vie, c'est parce qu'un avion... n'est pas vivant!

Bien sûr, l'analogie des choristes présente également des défauts: par exemple, les personnes intelligentes qu'elle met en scène jouent le rôle de molécules inertes. Mais il faut imaginer des artistes «en vacances», sans obligation, avançant au hasard et déterminés seulement par leurs affinités amicales et musicales. De plus, la complexité de la vie est bien supérieure à la complexité d'un chant...

### Plus vivante qu'un avion!

C'est ainsi que, en préférant l'analogie de la chorale plutôt que celle de la tornade dans la ferraille, on peut entrevoir comment

la science actuelle voit l'apparition de la première cellule. La vie se révèle plus robuste, évolutive, modulaire, improvisatrice, bref... plus vivante qu'un avion!

Même si on ne connaîtra sans doute jamais dans les détails toute l'histoire ayant mené de molécules dissoutes dans la mer à une petite archée, puis un peu plus tard un singe nu appelé *Homo sapiens*, on possède de nos jours de nombreux indices<sup>13</sup> pour conclure que ce phénomène ne relève pas d'un miracle au sens de «fait violent les lois de la nature». Au contraire, la vie serait quelque chose d'ordinaire, qu'on trouvera peut-être bientôt ailleurs que sur Terre.

On pourra trouver qu'une telle démarche supprime la poésie de la vie, ou remette en cause son caractère sacré. Il s'agit là d'une critique fréquente, non seulement en ce qui concerne la vie, mais aussi le monde en général: «la science désenchant le monde». Chacun peut avoir son avis là-dessus. A titre personnel, je trouve infiniment plus amusant (et poétique) de comprendre comment une structure aussi complexe que la vie, un flocon de neige, un coucher de soleil, peut apparaître à partir d'atomes et de quelques lois générales, plutôt qu'en invoquant une livraison «clés en mains» par un hypothétique Grand Horloger, dont personne ne sait qui l'a fabriqué. Quant au caractère sacré ou non de la vie, il s'agit d'une question éthique sur laquelle la science n'a pas à se prononcer.

1. Au sens premier: événements violent les lois de la nature, où l'on croit reconnaître une intervention divine.
2. Hoyle, Fred, *Nature*, 294 (1981), p.10. On peut estimer cette probabilité à «1 chance sur 1 suivi de 40 000 zéros», un nombre ridicule qui interdit en effet de considérer la vie comme possible. Voir aussi [https://en.wikipedia.org/wiki/Junkyard\\_tornado](https://en.wikipedia.org/wiki/Junkyard_tornado)
3. M-Y. Bolloré, O Bonnassies, *Dieu, la Science, les Preuves*, Guy Trédaniel, Paris, 2021
4. op cit, p 15
5. op cit, p 15
6. C'est-à-dire des articles dans des revues scientifiques à comité de lecture, seules sources garantissant une démarche scientifique correcte.
7. Un des co-découvreurs de la structure de l'ADN, Prix Nobel de Biologie 1962.
8. J. Crick, *Life Itself: Its Origin and Nature*, New York, Simon and Schuster, 1981, p 88.
9. E. Smith, H J Morowitz, *The Origin and Nature of Life*, Cambridge U. Press, 2016.
10. Encore un amusant exercice de probabilité.
11. Par exemple, les virus ne sont pas toujours considérés comme «vivants».
12. De l'énergie chimique résultant du rapprochement de certaines molécules, exactement comme dans une batterie.
13. Qui font l'objet de recherches nombreuses, de milliers de publications, et des 600 pages de *The Origin and Nature of Life*.

# activités

## Les régionales de la Ligue proposent...

...des formations, des animations, des ateliers, pour adultes et enfants et diverses visites guidées.

### Régionale de Charleroi

(à la Maison de la Laïcité)

#### Renseignements et inscriptions:

LEEP de Charleroi

Rue de France, 31 à 6000 Charleroi

Tél.: 071/53.91.71 - Fax: 071/53.91.81

Courriel: [pascale.modolo@laicite.net](mailto:pascale.modolo@laicite.net)

### Régionale du Hainaut occidental

(à la Maison de la Laïcité)

#### Renseignements et inscriptions:

LEEP de Tournai

Rue des Clairisses, 13 à 7500 Tournai

Tél.: 069/84.72.03 - Fax: 069/84.72.05

Courriel: [leep.tournai@gnovembrel.com](mailto:leep.tournai@gnovembrel.com)

### Régionale de Liège

#### Renseignements et inscriptions:

LEEP de Liège

Boulevard de la Sauvenière, 33-35, 4000 Liège

Tél.: 04 / 223 20 20

### Régionale du Luxembourg

#### Renseignements et inscriptions:

LEEP Luxembourg

Rue de Sesselich, 123 à 6700 Arlon

Tél.: 063/21.80.81 - Fax: 063/22.95.01

Courriel: [ateliersartligue@gnovembrel.com](mailto:ateliersartligue@gnovembrel.com)

[www.ateliersartligue.be](http://www.ateliersartligue.be)

### Régionale Mons-Borinage-Centre

#### Renseignements et inscriptions:

LEEP de Mons

Rue de la Grande Triperie, 44 à 7000 Mons

Tél/Fax: 065/31.90.14 -

Courriel: [leepmonsbor@yahoo.fr](mailto:leepmonsbor@yahoo.fr)

### Régionale du Brabant wallon

#### Renseignements et inscriptions:

LEEP du Brabant wallon

Avenue Napoléon, 10, 1420 Braine-l'Alleud

Tél.: 010/61 41 23



# Pour nous contacter

## Secrétariat communautaire

Rue de la Fontaine, 2  
1000 Bruxelles  
Tél.: 02 / 511 25 87 ou 02 / 512 97 81  
Fax: 02 / 514 26 01  
N° de compte: BE19 0000 1276 64 12  
e-mail: info@ligue-enseignement.be  
Site: [www.ligue-enseignement.be](http://www.ligue-enseignement.be)

*Président* Roland Perceval  
*Treasorier général* Renaud Loridan  
*Directeur* Patrick Hullebroeck  
*Assistante*  
Cécile Van Ouytsel  
*Responsable du personnel*  
Julie Legait  
*Assistante*  
Nathalie Masure

*Comptable*  
Jonathan Declercq

*Permanent-es du secteur Communication - Internet*  
Marie Versele  
Juliette Bossé  
Valérie Silberberg

*Mise en page* Éric Vandenheede

*Permanent-es du secteur Formation*  
Audrey Dion  
Sylwana Tichoniuk  
Éric Vandenheede  
Amina Rafia

*Responsable du secteur Interculturel*  
Julie Legait

*Formatrices du secteur Interculturel*  
Hanane Cherqaoui Fassi  
Ariane Crèvecoeur  
Pamela Cecchi  
Pauline Laurent  
Federica Palmieri

*Projet européen*  
Océane Déruwé

*Coordinatrice de la revue Éduquer*  
Juliette Bossé

## Secrétariats des sections régionales

**Régionale du Brabant wallon**  
LEEP du Brabant wallon  
Avenue Napoléon, 10  
1420 Braine-l'Alleud  
Tél.: 010/61 41 23

**Régionale de Charleroi**  
(à la Maison de la Laïcité)  
*Présidente* Maggy Roels  
Rue de France, 31  
6000 Charleroi  
Tél.: 071 / 53 91 71

**Régionale du Hainaut occidental**  
(à la Maison de la Laïcité)  
*Président* Stéphane Huez  
Rue des Clairisses, 13  
7500 Tournai  
Tél.: 069 / 84 72 03

**Régionale de Liège**  
*Président* Thomas Herremans  
Boulevard de la Sauvenière, 33-35  
4000 Liège

**Régionale du Luxembourg**  
*Présidente* Michelle Baudoux  
Rue de Sesselich, 123  
6700 Arlon  
Tél.: 063 / 21 80 81

**Régionale Mons-Borinage-Centre**  
*Président* Guy Hattiez  
Rue de la Grande Triperie, 44  
7000 Mons  
Tél.: 065 / 31 90 14



# Éduquer

Vous êtes enseignant-e, directeur-trice  
d'école, parent, ou tout simplement  
intéressé-e par les questions  
d'éducation et d'enseignement?  
Retrouvez, **chaque mois**, les  
informations sur l'actualité de  
l'enseignement sélectionnées pour  
vous par la Ligue et des analyses  
approfondies sur les questions  
éducatives!

**Abonnez-vous à notre revue**

Rendez-vous sur notre site:

**[www.ligue-enseignement.be](http://www.ligue-enseignement.be)**

## Cotisation et don 2022

Si vous n'avez pas encore payé votre cotisation **2022** merci de le faire dans les meilleurs délais. La cotisation **2022** est de **25€** minimum.

À verser sur le compte: **BE19 0000 1276 64 12 - BIC: BPOTBEB1** de la Ligue de l'Enseignement et de l'Éducation permanente, asbl, rue de la Fontaine, 2 - 1000 Bruxelles. Communication: cotisation ou don 2022.

Pour toute information concernant le suivi de votre affiliation, veuillez nous contacter au **02/512.97.81** ou **admin@ligue-enseignement.be**

Avec le soutien de la



**FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES**



**culture.be**



# éduquer

## tribune laïque

périodique mensuel

**Numéro 170**  
**mai 2022**  
**2,5 €**

Éditeur responsable  
**Roland Perceval**  
Rue de la Fontaine, 2  
1000 Bruxelles  
Tél: 02 / 511 25 87

**Bureau de dépôt:**  
**Bruxelles X**